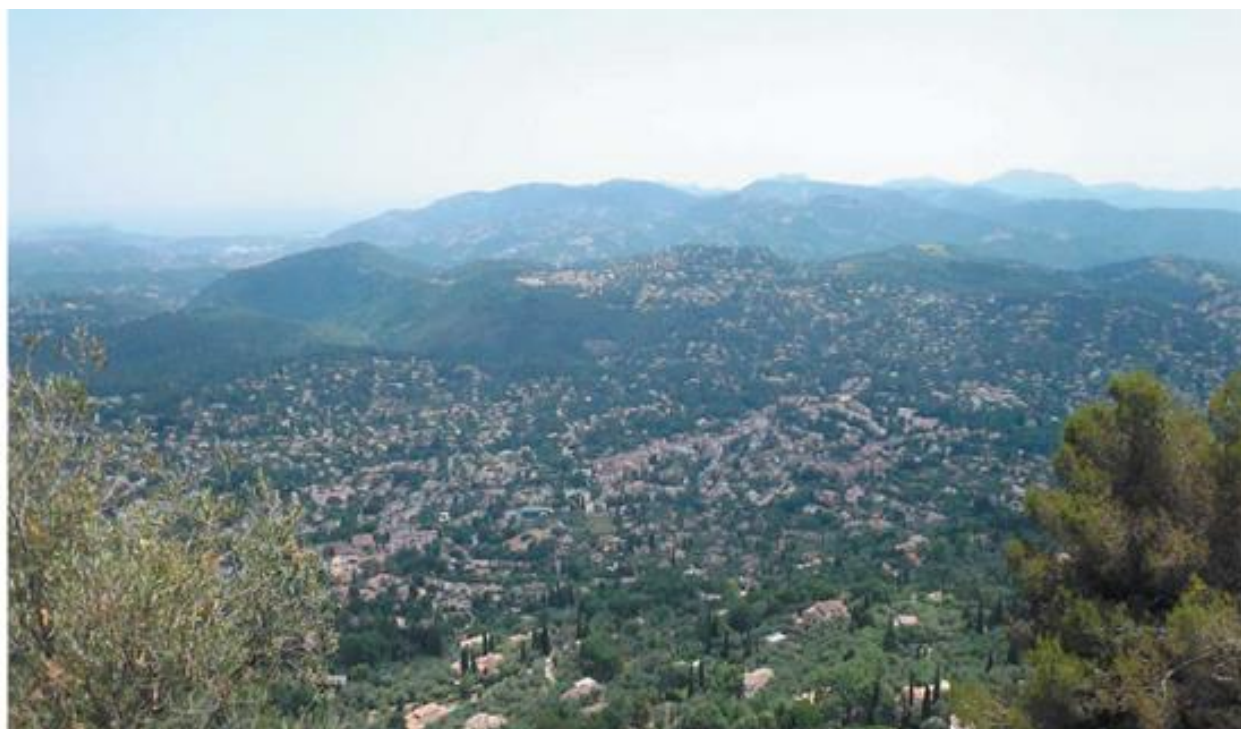


**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU  
PLAN LOCAL D'URBANISME**



**5.3. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

PLU initial approuvé le 14/12/2017

Modification de droit commun n°1 du PLU  
approuvée le

**10<sup>e</sup> 9 MARS 2022**

Le Maire,



**Alpicité**  
Urbanisme, Paysage,  
Environnement

**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**



**5.3.1. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – A5**

**PLU arrêté le 05/10/2016**

Le Maire,

**PLU approuvé le 14/12/2017**

Le Maire,

**Alpicité**  
Nicolas BREUILLOT  
Urbanisme & Paysage





# PEYMEINADE

## A<sub>5</sub> – CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau (potable) et d'assainissement (eaux usées ou pluviales).

### *Textes de réglementation générale*

- Code rural et de la pêche maritime, art. L152-1 et L152-2, art. R152-1 à R152-15

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

- La servitude oblige les propriétaires et leurs ayants droit à s'abstenir de tout faire de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.
- Si le rejet d'une demande de permis de construire a pour motif l'exercice du droit de servitude dans la parcelle considérée, son propriétaire peut requérir son acquisition totale par le maître de l'ouvrage, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.
- Si le permis de construire est accordé sous réserve d'un déplacement des canalisations, les frais de ce déplacement sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.
- La servitude donne à son bénéficiaire le droit :
  - d'enfouir dans une bande de terrain dont la largeur est fixée par le préfet, mais qui ne pourra dépasser 3 mètres, une ou plusieurs canalisations, une hauteur minimum de 0,60 mètre étant respectée entre la génératrice supérieure des canalisations et le niveau du sol après les travaux ;
  - d'essarter, dans la bande de terrain mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, dans une bande plus large déterminée par l'arrêté préfectoral, les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation ;
  - d'accéder au terrain dans lequel la conduite est enfouie, les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès ;
  - d'effectuer tous travaux d'entretien et de réparation.

### *Étendue de la servitude*

- Les abords immédiats des canalisations sur une bande de 3 m de largeur pouvant être étendue par arrêté préfectoral,
- Les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenants aux habitations.

### *Personne ou service à consulter*

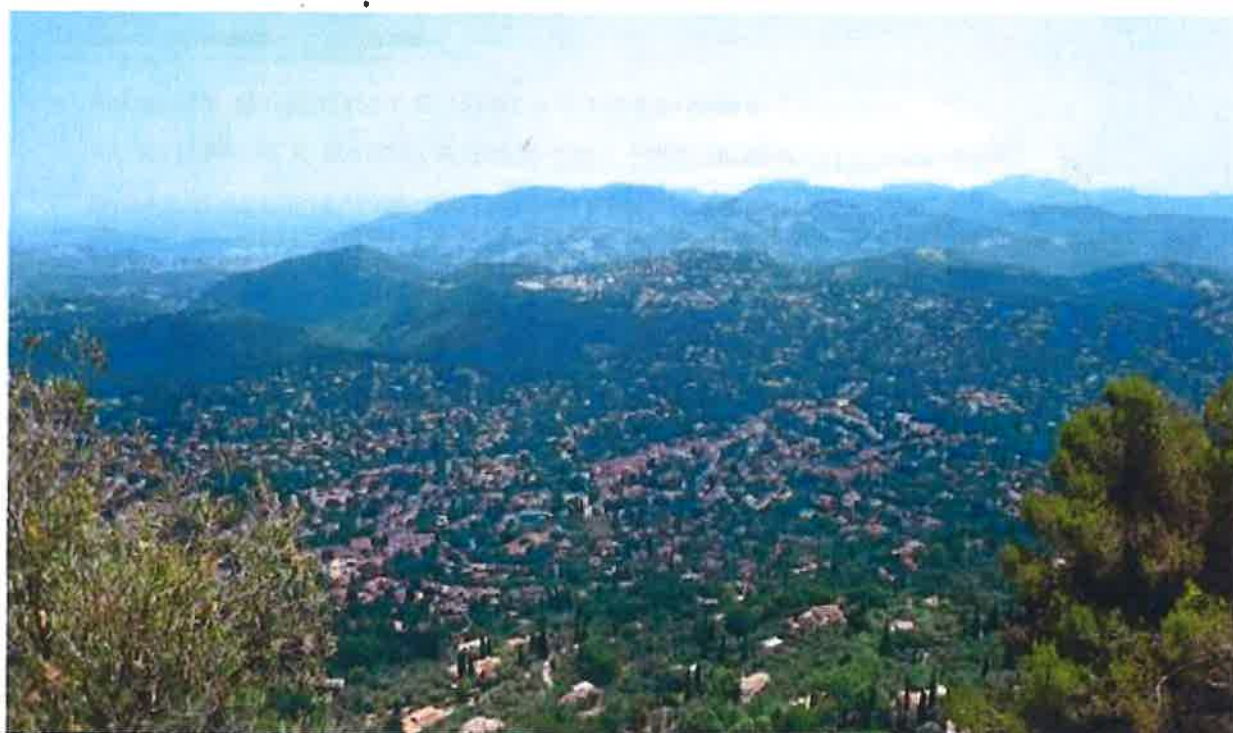
- Compagnie concessionnaire pour la distribution de l'eau potable.
- Mairie et service compétent pour les autres canalisations.

| Types de canalisations                                                   | Actes ayant institué les servitudes                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| – Toutes canalisations existantes (voir annexes sanitaires n°5.1 et 5.2) | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Conventions amiables</li> <li>– arrêtés préfectoraux.</li> </ul> |

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)

# MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



## 5.3.2. ANNEXE – Servitudes d'utilité publique – I1 et I3

PLU initial approuvé le 14/12/2017

Modification de droit commun n°1 du PLU  
approuvée le

10<sup>e</sup> MARS 2022

Le Maire,



**Alpicité**  
Urbanisme, Paysage,  
Environnement

# PEYMEINADE

## I<sub>1</sub> – GAZ

### **Servitudes relatives a la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz**

#### *Textes de réglementation générale*

- Articles n° L. 151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles L. 555-16, R. 555-30 b), R. 555-30-1 et R. 555-31 du code de l'environnement,
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

#### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

Outre les dispositions du code de l'environnement prévoyant l'interdiction par l'autorité compétente en matière d'urbanisme de procéder à l'ouverture ou l'extension de tout type d'urbanisation à proximité d'une canalisation de transport en service susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, les dispositions suivantes reprises par l'arrêté préfectoral du 09 août 2016 sont applicables.

#### – SUP 1 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'Environnement, ce périmètre figure sur le plan des servitudes. La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du CE. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 mars 2014 susvisé,

Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en œuvre effective fourni par le transporteur concerné,

#### – SUP 2 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite,

#### – SUP 3 :

Correspondant à la zone d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.



# PEYMEINADE

## I<sub>1</sub> – GAZ

**Servitudes relatives a la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz**

*Personne ou service à consulter*

- GRTgaz – DO – PERM  
Équipe travaux tiers et urbanisme  
10 rue Pierre Semard  
CS 50 329  
69 363 LYON Cedex 07  
[urbanisme-rm@grtgaz.com](mailto:urbanisme-rm@grtgaz.com)

| Désignation des ouvrages                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Dates des arrêtés préfectoraux                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– <u>Canalisations de transport</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ANTENNE DE CANNES : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>SUP 1</u> : 80 mètres ;</li> <li>• <u>SUP 2</u> : 5 mètres ;</li> <li>• <u>SUP 3</u> : 5 mètres.</li> </ul> </li> <li>• ALIMENTATION PEYMEINADE DP <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>SUP 1</u> : 20 mètres ;</li> <li>• <u>SUP 2</u> : 5 mètres ;</li> <li>• <u>SUP 3</u> : 5 mètres.</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>– <u>Installations annexes</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• PEYMEINADE DP : <ul style="list-style-type: none"> <li>• SUP 1 : 35 mètres ;</li> <li>• SUP 2 : 6 mètres ;</li> <li>• SUP 3 : 6 mètres</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Arrêté préfectoral n° 2016-15194 du 09/08/2016</li> </ul> |

# PEYMEINADE

## I<sub>3</sub> – GAZ

### Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et produits chimiques

#### *Textes de réglementation générale*

- Articles n° L. 151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles n° L. 433-5 à L. 433-11 du code de l'énergie,
- Articles n° L. 555-16 et L. 555-27 à L. 555-29, articles n° R. 555-30 à R. 555-36 du code de l'environnement,\*
- Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015,
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (article 1),
- Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015,
- Décret n°2017-1557 du 10 novembre 2017 (article 3),
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

#### *Limitation au droit d'utiliser le sol et servitudes d'implantation et de maintenance*

- Les ouvrages ont été déclarés d'utilité publique. Des conventions de servitudes amiables ont été signées à la pose des canalisations avec les propriétaires des parcelles traversées.
- Dans le cas général, est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre de passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 15 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (zone non aedificandi et non sylvandi) aussi appelée « *bande étroite* » ou « *bande de servitudes fortes* », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètre de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à la canalisation dans la bande de servitude est interdite.

- Dans une bande appelée également « *bande large* » ou « *bande de servitudes faibles* », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

# PEYMEINADE

## I<sub>3</sub> – GAZ

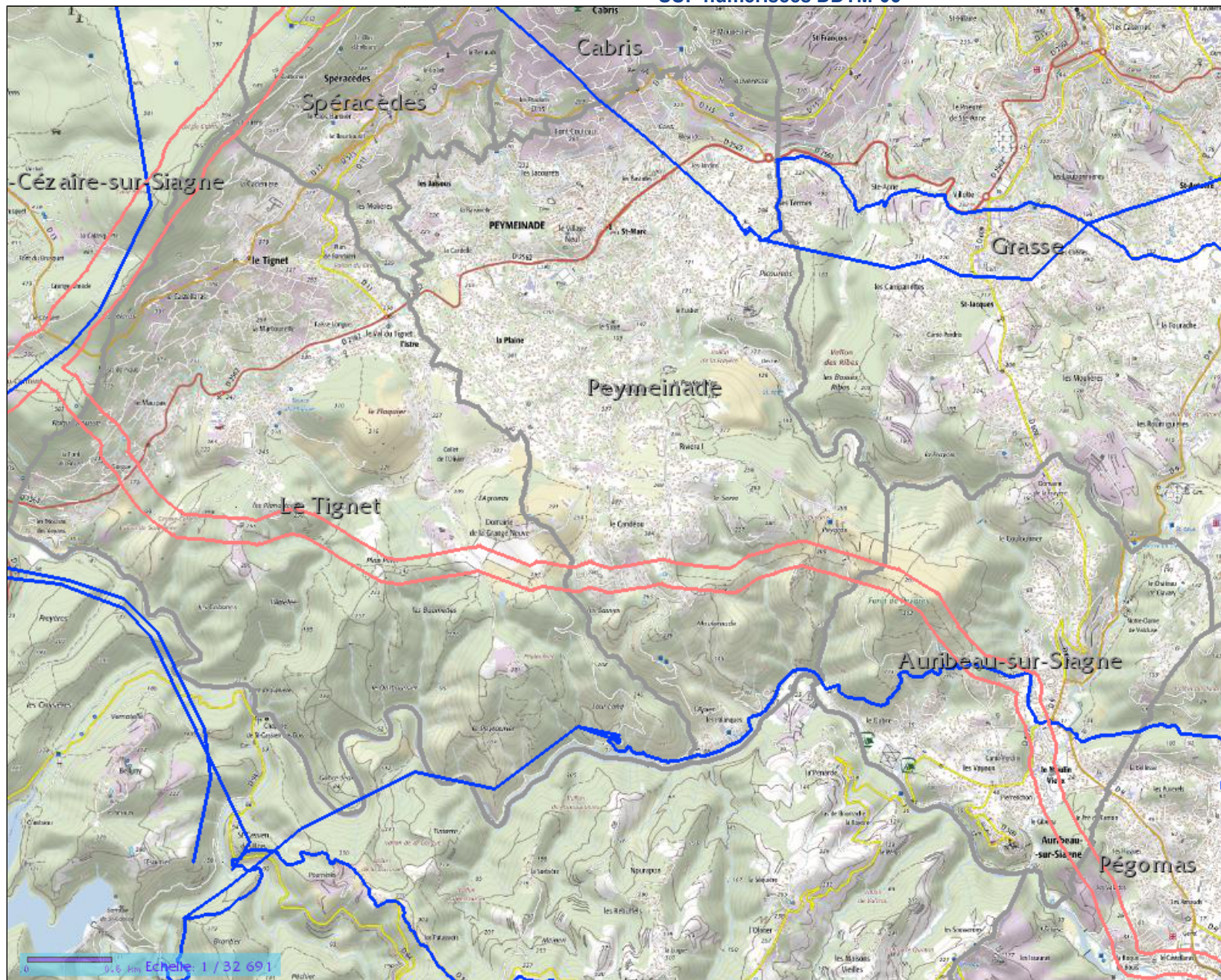
**Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et produits chimiques**

*Personne ou service à consulter*

- GRTgaz – DO – PERM  
Équipe travaux tiers et urbanisme  
10 rue Pierre Semard  
CS 50 329  
69 363 LYON Cedex 07  
*urbanisme-rm@grtgaz.com*

| Désignation des ouvrages                                                                                                                                                | Dates des arrêtés de DUP propres à chacun                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>– <u>Canalisations de transport de gaz naturel :</u><ul style="list-style-type: none"><li>• ANTENNE DE CANNES</li></ul></li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>– Conventions amiables / Arrêtés préfectoraux (DUP)</li></ul> |

# SUP numérisées DDTM-06



Contenu de la carte

SUP1GAZ

 SUP1GAZ

SUP

 14-Electricité

Fonds de plan

 Communes

Scan Express 25 Standard (Copyright IGN)

Tous droits réservés.

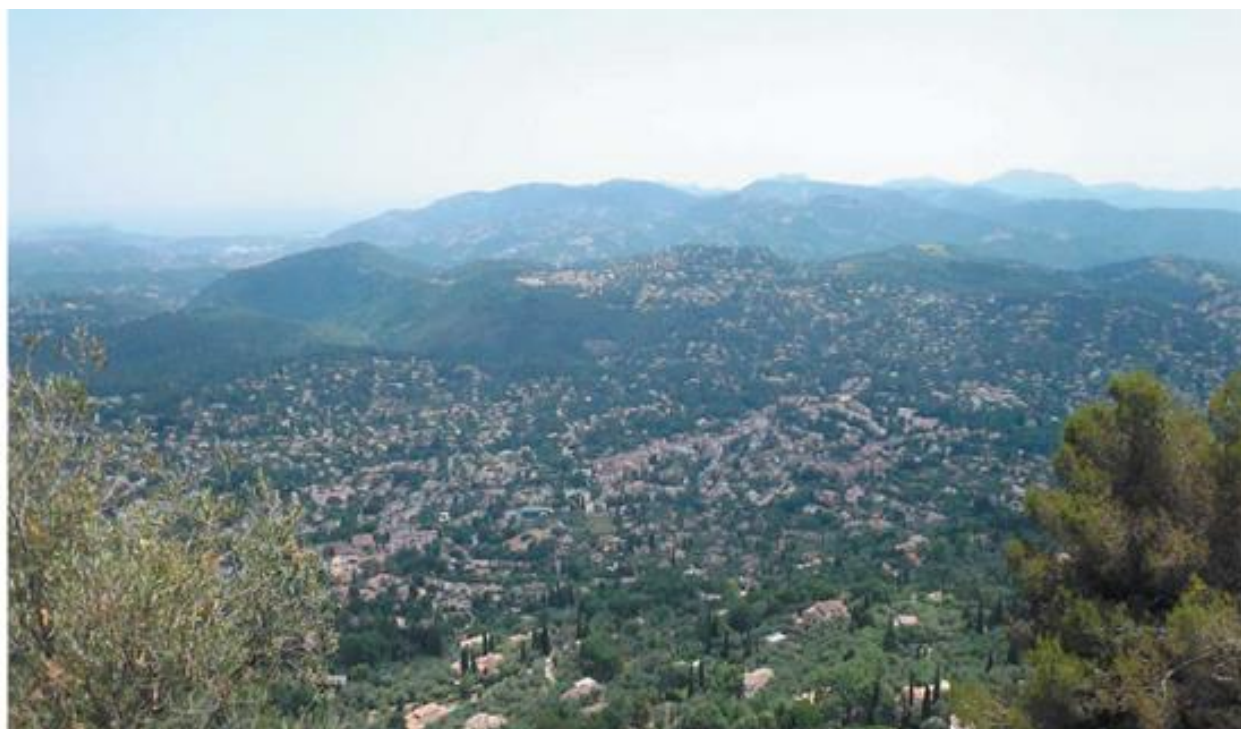
Document imprimé le 23 Novembre 2017, serveur Géo- IDE carto V0.2, <http://carto.geo-ide.application.i2>, Service: DDTM 06.



**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU  
PLAN LOCAL D'URBANISME**



**5.3.3. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – I4**

PLU initial approuvé le 14/12/2017

Modification de droit commun n°1 du PLU  
approuvée le

10 9 MARS 2022

Le Maire,



**Alpicité**  
Urbanisme, Paysage,  
Environnement

# PEYMEINADE

## I4 – ELECTRICITE Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres

### *Textes de réglementation générale*

---

- Code de l'urbanisme, articles n° L.151-43, L.152-7 et L.153.60, R.151-27, R.151-28 et R151-51
- Code de l'énergie, articles L.323-1 à L.323-10 et R.323-1 à D.323-16
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art 1er)
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié.
- Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques que doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique
- Loi du 15 juin 1906, art. 12 et 12 bis sur les distributions d'énergie

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- L'entreprise exploitante a le droit :
  - d'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur,
  - de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées,
  - d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports et ancrages pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
  - de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages,
- La servitude établie n'entraîne aucune dépossession. La pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.
- Le propriétaire dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb devra, un mois avant d'entreprendre tout travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire.
- Obligation pour les propriétaires de réserver l'accès et le libre passage aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations.,

# PEYMEINADE

## I<sub>4</sub> – ELECTRICITE

**Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques  
servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres**

Personne ou service à consulter  
\_\_\_\_\_

*Pour les lignes électriques à haute ou très haute tension HTB (à partir de 50 kv):*

- RTE  
Groupe Maintenance Réseaux (GMR) COTE D'AZUR  
Chemin de la Gare de Lingostière  
Saint-Isidore CS 23247  
06205 NICE

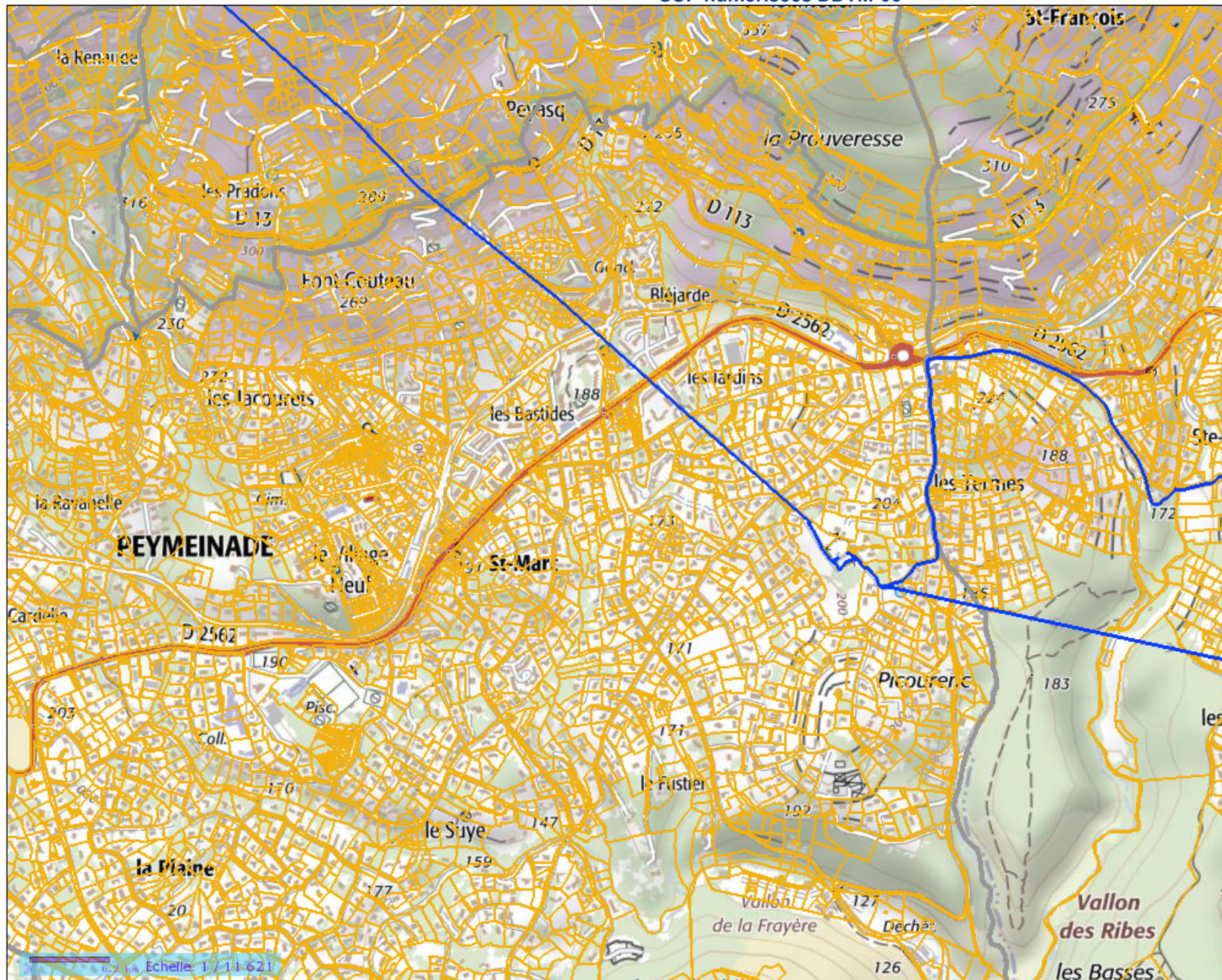
*Pour les lignes électriques à moyenne ou basse tension HTA (inférieure à 50 kv) :*

- ENEDIS (ERDF)  
Direction territoriale des Alpes-Maritimes  
125 avenue de Brancolar  
06173 NICE CEDEX 2

| Désignation des lignes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Actes ayant institué les servitudes                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>a) Lignes à haute tension HTB</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Ligne aérienne 63 kV : PEYMEINADE – LA SIAGNE</li> <li>– Ligne aérienne 63 kV : PLAN DE GRASSE – PEYMEINADE</li> <li>– Ligne souterraine 63 kV : PLAN DE GRASSE – PEYMEINADE</li> <li>– Ligne souterraine 225 kV 2 circuits : BIANCON – MOUGINS / BIANCON – PLAN DE GRASSE</li> </ul> <p><b>b) Poste de transformation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Poste de transformation à 63 000 Volts : PEYMEINADE</li> </ul> <p><b>c) Lignes à moyenne et basse tension HTA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Toutes lignes aériennes et souterraines</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Convention amiable</li> <li>– Arrêtés préfectoraux</li> <li>– Arrêtés ministériels</li> </ul> |



# SUP numérisées DDTM-06



## Contenu de la carte

SUP1GAZ

 SUP1GAZ

SUP

 M3 - Gaz

 M4-Electricité

Fonds de plan

 Communes

 Parcelles

Scan Express 25 Standard (Copyright IGN)

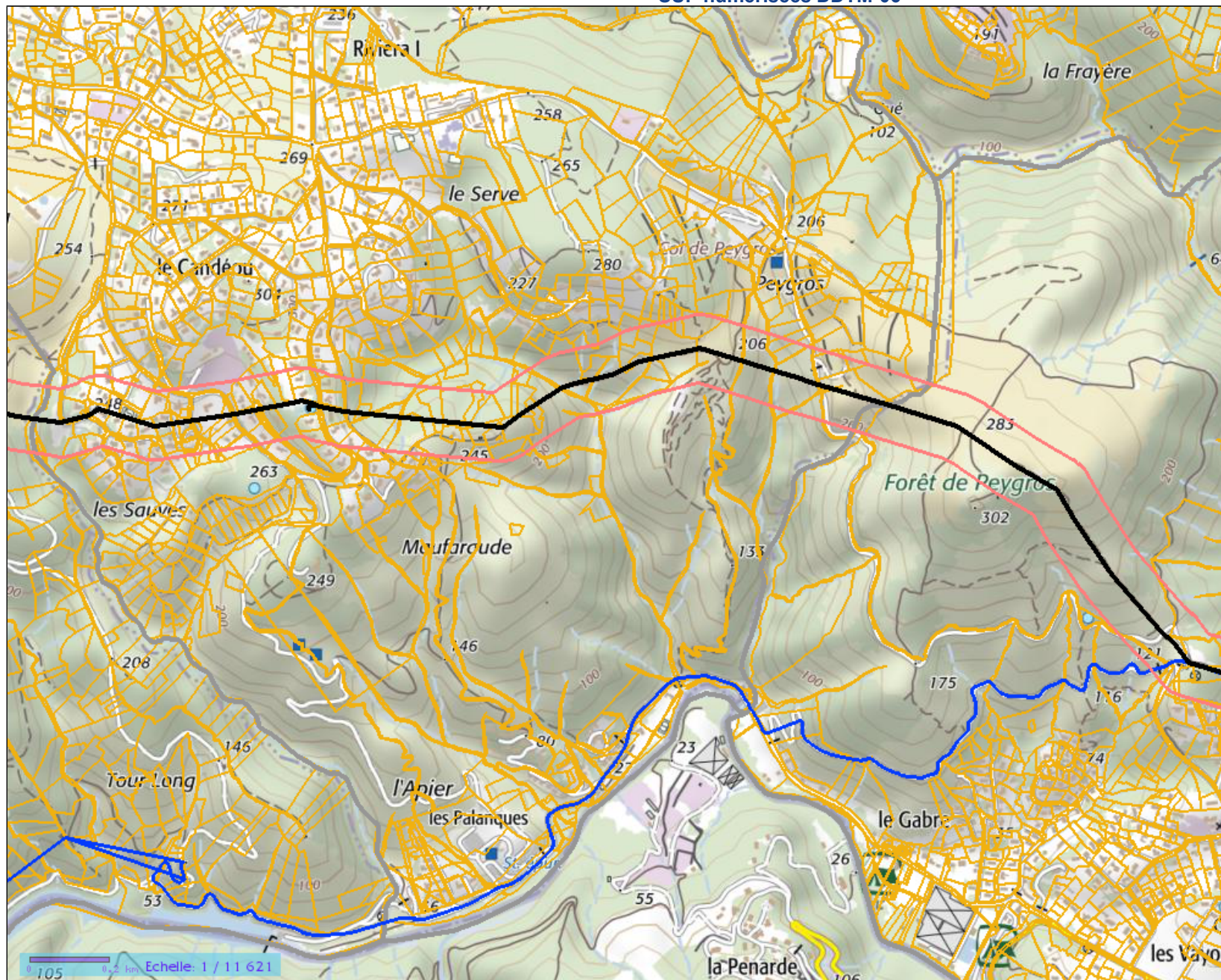


Tous droits réservés.

Document imprimé le 23 Novembre 2017, serveur Géo- IDE carto V0.2, <http://carto.geo-ide.application.i2>, Service: DDTM 06.



# SUP numérisées DDTM-06



## Contenu de la carte

SUP1GAZ

 SUP1GAZ

SUP

 I3 - Gaz

 I4-Electricité

Fonds de plan

 Communes

 Parcelles

Scan Express 25 Standard (Copyright IGN)



Tous droits réservés.

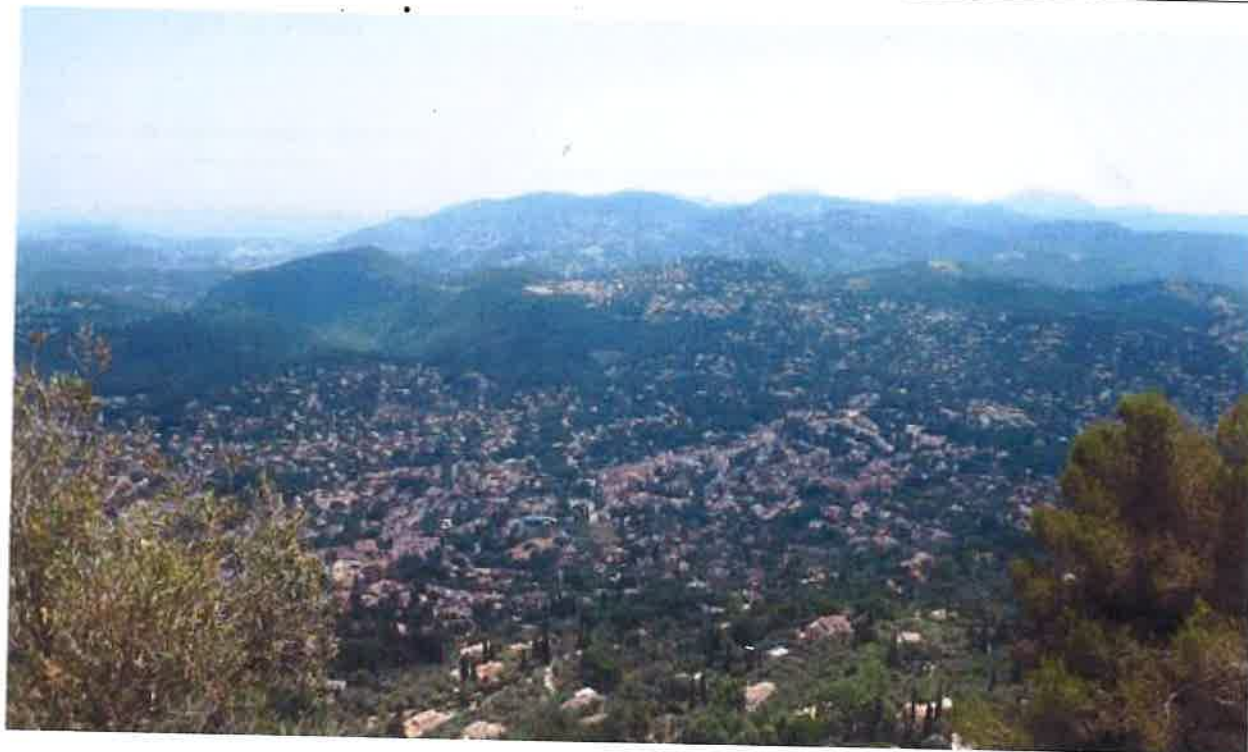
Document imprimé le 23 Novembre 2017, serveur Géo- IDE carto V0.2, <http://carto.geo-ide.application.i2>, Service: DDTM 06.



DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)

# MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



## 5.3.4. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – PM1

PLU initial approuvé le 14/12/2017

Modification de droit commun n°1 du PLU  
approuvée le

09 MARS 2022

Le Maire,



Alpicité  
Urbanisme, Paysage,  
Environnement

# PEYMEINADE

## **PM<sub>1</sub> – RISQUES NATURELS**

**Servitudes résultant du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt (PPRIF)**

### *Textes de réglementation générale*

---

- Code de l'environnement, articles L562-1 à L562-9,
- Code de l'urbanisme, articles L151-43 et L161-1 ; R151-51 et R161-8.

### *Étendue de la servitude*

---

- Parties du territoire communal délimitées sur le Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt, ci-annexé, et appelées « zones rouges » ou « zones bleues ».

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- Respect des dispositions résultant du règlement du PPRIF dans les zones rouges ou bleues :
  - zone rouge : le principe est l'inconstructibilité,
  - zone bleue : le principe est la constructibilité sous réserve de mettre en oeuvre des mesures de protection appropriées.
- Il est indispensable de se référer au règlement de chaque zone concernée pour connaître précisément les limitations au droit d'occuper et d'utiliser le sol.

### *Personne ou service à consulter*

---

- Services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
CADAM / SDRS Pôle Risques Naturels et Technologiques  
147 boulevard du Mercantour  
06286 Nice cedex 3

| Désignation des servitudes                                                                                                                                                                                                              | Actes ayant institué les servitudes                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>– PPR d'incendies de forêt de la commune de PEYMEINADE<br/><i>Voir annexe :</i><ul style="list-style-type: none"><li>• plan de zonage du PPRIF,</li><li>• règlement du PPRIF.</li></ul></li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>– Arrêté préfectoral du 17 janvier 2007, modifié par arrêté du 27 juin 2018</li></ul> |

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer des Alpes-Maritimes  
Service Déplacements – Risques – Sécurité

**NRef : DDTM-SDRS-PRNT-AP n°2017- 032**

## **ARRETE PREFECTORAL**

### **prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade**

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Vu les articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu les articles R.562-1 à R.562-10-2 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2007 approuvant le plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Peymeinade,

Vu la décision n°F-093-17-P-043 de l'Autorité environnementale, en date du 14 juin 2017, précisant que la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Considérant le changement de circonstances de fait du risque sur le secteur dit de « Candéou-Sud », sur la commune de Peymeinade,

Considérant que les modifications projetées ne sont pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade approuvé le 17 janvier 2007,

## **ARRETE**

### **Article 1 – Objet du présent arrêté**

La modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt (PPRIF) de la commune de Peymeinade est prescrite.

### **Article 2 – Périmètre mis à l'étude**

Le périmètre mis à l'étude concerne le secteur dit de « Candéou-Sud », sur le territoire de la commune de Peymeinade. Ce périmètre figure sur le plan joint au présent arrêté.



### **Article 3 – Nature des risques pris en compte**

Le risque pris en compte est le risque naturel prévisible d'incendies de forêt.

### **Article 4 – Nature de la modification**

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2007 approuvant le PPRIF de Peymeinade a été annulé en tant qu'il classe en zone B0 le secteur dit de « Candéou-Sud », par décision du tribunal administratif du 17 juin 2010. M. le préfet a porté à la connaissance de la commune de Peymeinade le risque prévisible d'incendie de forêt sur ce secteur par courrier du 3 mai 2011, ce dernier étant reclassé en zone rouge.

La présente modification a donc pour objet de prendre en compte le changement de circonstances de fait en intégrant les informations du porter-à-connaissance dans le PPRIF de Peymeinade par un classement en zone rouge du secteur dit de « Candéou-Sud » et par un classement en zone bleue B1a des parcelles bâties A 1543, 5843, 5844, 5845 (en partie), 5846, 5760, 6179, 6180, 5762 et 5756 (en partie), protégées par les travaux réalisés (piste périmétrale, hydrants, débroussaillage).

### **Article 5 – Service instructeur**

La direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes est le service déconcentré de l'Etat chargé d'instruire la procédure de modification du plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade, approuvé le 17 janvier 2007.

### **Article 6 – Eligibilité à l'évaluation environnementale**

Conformément à la décision n°F-093-17-P-043 de l'Autorité environnementale, en date du 14 juin 2017, annexée au présent arrêté, la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Peymeinade n'est pas soumise à évaluation environnementale, en application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 7 – Modalités d'association relatives au projet**

1°) Les personnes publiques associées à la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade sont :

- le maire de la commune de Peymeinade ou son représentant;
- le président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ou son représentant ;
- le président du Syndicat Mixte du SCoT Ouest ou son représentant ;
- le président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ou son représentant ;
- le président du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant ;
- le président de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes ou son représentant ;
- le représentant du Centre Régional de la Propriété Forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes ou son représentant.

2°) Dans le cadre de l'association à la procédure de modification du plan, une réunion d'association entre le service instructeur et les personnes publiques associées visées au 1°) du présent article sera organisée.

3°) Le présent arrêté sera notifié aux personnes publiques visées au 1°) du présent article.

## **Article 8 – Personnes publiques consultées pour avis**

Dans le cadre de la présente prescription, le projet de modification du plan sera soumis à l'avis :

- du conseil municipal de la commune de Peymeinade ;
- de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- de l'organe délibérant du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ;
- de l'organe délibérant du Conseil Régional de Provence Alpes-Côte d'Azur ;
- de l'organe délibérant du Syndicat Mixte du SCoT Ouest ;
- de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes ;
- du Centre Régional de la Propriété Forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes.

L'avis demandé est réputé favorable s'il n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande.

## **Article 9 – Modalités de concertation relatives au projet**

Dans le cadre de la présente prescription, le dossier de projet de modification du PPR d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade sera mis à la disposition du public en mairie de Peymeinade, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, **du 9 avril 2018 à 8h30 au 11 mai 2018 à 17h.**

Le public peut formuler ses observations dans le registre déposé à cet effet durant les horaires d'ouverture de la mairie.

Pour toute information relative à la modification du PPR d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade, il convient de se rapprocher de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, pôle risques, au centre administratif départemental des Alpes-Maritimes – 147, boulevard du Mercantour - 06286 Nice Cedex 3 ou par courriel à l'adresse suivante : [ddtm-concertation-ppr@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-concertation-ppr@alpes-maritimes.gouv.fr).

## **Article 10 – Mesures de publicité**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition en mairie de Peymeinade et au siège de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

## **Article 11 – Mesures d'information**

Des ampliations du présent arrêté seront adressées pour information à :

- M. le ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de la prévention des risques,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
- M. le sous-préfet de Grasse,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

## **Article 12 – Délai de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article 10 ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

### **Article 13 – Exécution du présent arrêté**

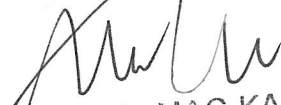
Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet de Grasse, le maire de Peymeinade, le président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**07 NOV. 2017**

Nice, le

Le préfet des Alpes-Maritimes

Le Secrétaire Général

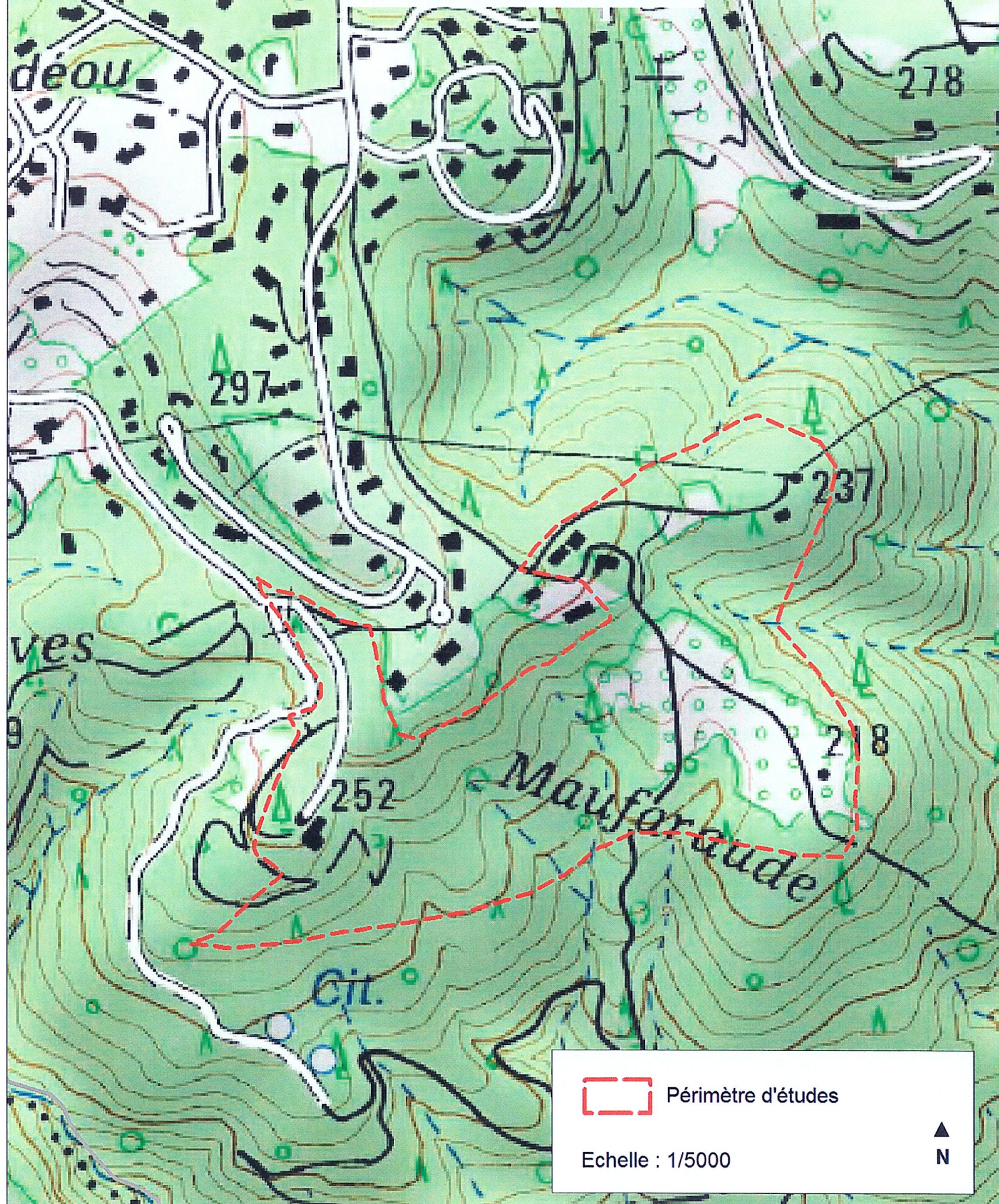


Frédéric MAC KAIN

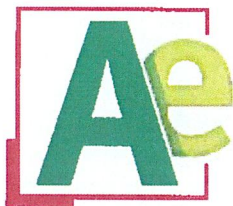


# COMMUNE DE PEYMEINADE

Périmètre d'études de la  
modification du PPR  
incendies de forêt.







**Autorité environnementale**

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

[www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr)

**Décision de l'Autorité environnementale, après  
examen au cas par cas, sur la modification du  
plan de prévention des risques incendies de forêt  
(PPRIF) de Peymeinade (06)**

n° : F-093-17-P-043

Décision n° F-093-17-P-043 en date du 14 juin 2017

Formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable

**Décision du 14 juin 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable, qui en a délibéré le 14 juin 2017,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016, portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-093-17-P-043 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan de prévention des risques incendies de forêt (PPRIF) de Peymeinade (06), reçue de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Alpes-Maritimes le 21 avril 2017 ;

**Considérant les caractéristiques de la modification du PPRIF,**

- qui vise à mettre le plan, approuvé en 2007, en cohérence avec un Jugement de 2010 du tribunal administratif de Nice (jugement n° 0702087, lu en audience publique le 17 juin 2010), lequel annulait le plan en tant qu'il classe en zone rose (risque moyen et enjeux défendables, déclassement possible en zone bleue après réalisation de protections) un secteur qui aurait du être classé en zone rouge (risque fort, inconstructibilité avec quelques exceptions),
- qui consiste, pour ce faire, à reclasser le secteur dit de « Candéou-Sud », d'une superficie de 17,60 hectares, en :
  - zone rouge, pour 17,18 ha,
  - zone bleue B1a (risque modéré, prescriptions particulières), sur un secteur de 0,42 ha occupé par quatre maisons d'habitation ;

**Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, étant précisé que :**

- le reclassement en zone rouge de la plus grande partie du secteur la rendra inconstructible,
- le reclassement en zone bleue B1a ne concerne que les parcelles déjà bâties, qui ont été protégées du risque incendie par des aménagements déjà réalisés par la commune, ce qui exclut tous aménagements ou urbanisations ultérieurs,

ces deux arguments ne permettant pas de prévoir des incidences notables sur les milieux naturels du secteur, compris dans la zone spéciale de conservation n° FR 9301574 « Gorges de la Siagne » (site Natura 2000 désigné au titre de la directive Habitats) ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

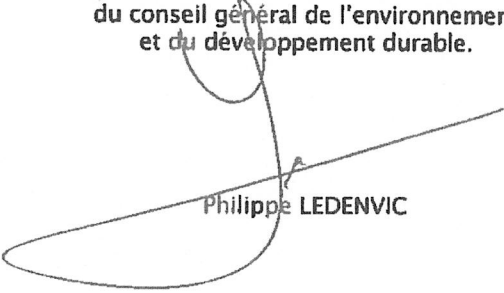
En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la modification du plan de prévention des risques incendies de forêt (PPRIF) de Peymeinade (06), présentée par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Alpes-Maritimes, n° F-093-17-P-043, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

## Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 14 juin 2017,

Le président de l'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de la Transition écologique et solidaire  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX





PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer des Alpes-Maritimes  
Service Déplacements-Risques-Sécurité

Nref : DDTM-SDRS-PRNT-ar n°2018-021

**ARRETE PREFECTORAL**

**portant approbation de la modification n°1 du plan de prévention des risques  
naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade**

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Vu les articles L562-1 à L562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu les articles R562-1 à R562-12 du code de l'environnement relatifs à la procédure et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2007 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2017 prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Peymeinade,

Vu la décision n°F-093-17-P-043 de l'Autorité environnementale, en date du 14 juin 2017, précisant que la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Considérant le changement de circonstances de fait du risque sur le secteur dit de « Candéou-Sud », sur la commune de Peymeinade,

Considérant que les modifications projetées ne sont pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade approuvé le 17 janvier 2007,

Considérant les avis favorables du conseil départemental des Alpes-Maritimes et de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,

Considérant les avis réputés favorables du conseil municipal de Peymeinade, du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes, de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, du syndicat mixte intercommunal du SCOT Ouest, du centre régional de la propriété forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, conformément à l'article R 562-7 du code de l'environnement,

Considérant que lors de la mise à disposition du projet de modification du public, aucune observation n'a été portée sur le registre en mairie,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Approbation**

Est approuvée la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Peymeinade, telle qu'annexée au présent arrêté.

Ce dossier de modification est tenu à la disposition du public :

1. à la mairie de Peymeinade, aux jours et aux heures habituels d'ouverture au public de la mairie ;
2. au siège de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
3. au pôle risques de la direction départementale des territoires et de la mer au centre administratif départemental à Nice, du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.

Ce dossier de modification du plan de prévention des risques d'incendies de forêt comporte :

- une note de présentation ;
- un plan de zonage ;
- l'arrêté de prescription de la modification ;
- l'arrêté d'approbation de la modification.

### **Article 2 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'État dans le département, ainsi que dans un journal diffusé dans le département ci-après désigné : « Nice Matin ». Une copie de l'arrêté sera affichée pendant un mois en mairie de Peymeinade et au siège de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

### **Article 3 : Copies pour information**

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Peymeinade,
- M. le ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de la prévention des risques,
- M. le sous-préfet de Grasse,
- M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes,
- M. le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
- M. le président du syndicat mixte intercommunal du SCOT Ouest,
- M. le président de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,
- M. le président de la délégation de la région PACA auprès du centre national de la propriété forestière,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile, préfecture des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer,

#### **Article 4 : Délai de recours**

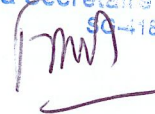
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article 2; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

#### **Article 5 : Exécution du présent arrêté**

La secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Peymeinade, le président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et le Directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**27 JUIN 2018**

A Nice, le **Pour le Préfet,**  
**La Secrétaire Générale**  
30-169



**Françoise TAHERI**





PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer des Alpes-Maritimes  
Service Déplacements-Risques-Sécurité

Nref : DDTM-SDRS-PRNT-ar n°2018-022

### **ARRETE PREFECTORAL**

**portant modification de l'arrêté relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de Peymeinade**

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27,  
Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011,  
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011,  
Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L.125-5 du code de l'environnement, modifié par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006 et celui du 25 mai 2011,  
Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques prévisibles et technologiques sur la commune de Peymeinade,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes,

### **ARRETE**

#### **Article 1**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de Peymeinade susvisé, est modifié comme suit :

Les termes : « le dossier d'informations est accessible sur le site internet mis en place par la direction départementale des territoires et de la mer à l'adresse suivante : <http://www.ial06.fr> »,

sont remplacés par : « le dossier d'informations est accessible sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes à l'adresse suivante :

<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Les-risques-naturels-et-technologiques/Information-acquereurs-locataires> »

#### **Article 2**

Le dossier d'information visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles et technologiques sur la commune de Peymeinade est mis à jour.

27 JUIN 2018

A Nice, le

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

(hmm)  
SG-4199

Françoise TAMERI

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA FORÊT

SERVICE  
ENVIRONNEMENT  
FORET AMENAGEMENT

A R R E T E 2007 - 28

Portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles  
d'incendies de forêt de la commune de Peymeinade

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L562-1 à L562-5 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, les articles L123-1 et suivants ainsi que R123-1 et suivants relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique,

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu le code forestier et notamment Livre 3 Titre II,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 juin 1997 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur le territoire de la commune de Peymeinade,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2006 prescrivant l'enquête publique sur le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt de la commune de Peymeinade,

Vu les lettres en date du 11 avril 2006 transmettant le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt sur la commune de Peymeinade pour avis à la commune de Peymeinade, au Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, au Conseil Général des Alpes-Maritimes, à la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, au Centre Régional de la Propriété Forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur et au Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Vu l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture du 4 mai 2006,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 11 mai 2006,

Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Peymeinade, 12 mai 2006,

Vu les avis sans observations particulières du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur le 2 juin 2006, du Conseil Général des Alpes-Maritimes le 5 juillet 2006, et du Centre Régional de la Propriété Forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur le 22 mai 2006

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et garrigue du 18 décembre 2006,

Considérant que les avis et les observations déposés lors de l'enquête publique justifient des modifications du zonage et du règlement par rapport au projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt soumis à l'enquête publique,



## ARRETE :

Article 1<sup>er</sup> I Est approuvé le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt sur la commune de Peymeinade tel qu'annexé au présent arrêté.

II Il est tenu à la disposition du public :

- A la mairie de Peymeinade tous les jours ouvrables aux heures habituelles d'ouverture de la mairie,
- A la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Alpes-Maritimes (centre administratif départemental à Nice) aux heures d'ouverture de bureau,

III Ce plan de prévention des risques naturels prévisibles comporte :

- Un rapport de présentation,
- Un règlement,
- Un plan de zonage,
- Une carte de localisation des travaux obligatoires,
- Une carte de l'aléa feux de forêt,
- Une carte des enjeux d'occupation du sol,
- Une carte des enjeux d'équipement (voiries),

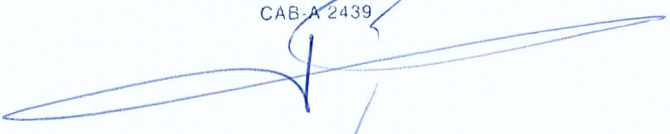
Article 2 Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs du département ainsi que dans les deux journaux locaux ci-après désignés : « Nice-Matin » et « Le Patriote Côte d'Azur ». Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie pendant un mois au minimum.

Article 3 Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- M. le Maire de la commune de Peymeinade,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse,
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Mme la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable,
- M. le Président du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes.
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- M. le Chef d'Agence de l'Office National des Forêts,
- M. le Président de l'Association Départementale des Comités Communaux Feux de Forêts des Alpes-Maritimes,

Nice, 17 JAN. 2007

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
CAB-A 2439

  
Dominique VIAN





PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

## COMMUNE DE PEYMEINADE

### PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INCENDIES DE FORÊT

**Modification n°1 du Plan de Prévention des Risques Naturels  
Prévisibles d'Incendies de Forêt approuvé le 17 janvier 2007**

#### NOTE DE PRESENTATION

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale  
SG-4189

Françoise TAHERI

|                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Prescription de la Modification du PPRIF : 7 novembre 2017                                                            |
| Délibération du Conseil Municipal : 21 février 2018                                                                   |
| Mise à disposition du public : du 9 avril 2018 au 11 mai 2018                                                         |
| Approbation de la Modification du PPRIF : 27 JUIN 2018                                                                |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER<br>ALPES-MARITIMES<br>SERVICE DEPLACEMENTS – RISQUES – SECURITE |

# **MODIFICATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET**

## **COMMUNE DE PEYMEINADE**

### **Table des matières**

|                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1- Objet de la modification du plan de prévention des risques d'incendies de forêt.....                      | 3  |
| 2- Situation actuelle au PPR incendies de forêt approuvé.....                                                | 5  |
| 3- Justification de la modification.....                                                                     | 6  |
| 4- Le projet de modification du zonage du PPRIF.....                                                         | 10 |
| 5- Le règlement du PPRIF.....                                                                                | 11 |
| 6- La procédure de modification du PPRIF.....                                                                | 11 |
| 7 – Décision de l'autorité environnementale sur l'éligibilité à évaluation environnementale du plan<br>..... | 12 |
| 8 – Annexes.....                                                                                             | 12 |
| A – Extraits du code de l'environnement.....                                                                 | 12 |
| B – Fiches de contrôle SDIS des deux hydrants installés : PI 148 et PI 157.....                              | 13 |

## **1- Objet de la modification du plan de prévention des risques d'incendies de forêt**

Le plan de prévention des risques d'incendies de forêt (PPRIF) de la commune de Peymeinade a été approuvé par arrêté préfectoral le 17 janvier 2007.

Le tribunal administratif de Nice, saisi d'une requête, a rendu une décision le 17 juin 2010. Cette dernière précise que l'arrêté du 17 janvier 2007 approuvant le PPRIF de la commune de Peymeinade est annulé en tant qu'il classe en zone rose B0 la zone de la « ZAC Maufaraude », dite de « Candéou-Sud ».

Le juge a considéré que le classement de ce secteur géographique n'était pas motivé au regard du risque et que la zone aurait dû être classée en zone de risque fort. Il a résulté de cette décision que le PPRIF approuvé de 2007 était applicable sur l'ensemble du territoire de la commune hormis sur le secteur de Candéou-Sud.

Par courrier en date du 3 mai 2011, M. le préfet a porté à la connaissance de la commune le risque prévisible d'incendie de forêt sur ce secteur, ce dernier étant reclassé en zone rouge de risque fort. La commune de Peymeinade a sollicité la DDTM pour une modification partielle de ce zonage sur plusieurs parcelles bâties existantes, à proximité du chemin dit de Tanneron, en raison de leur continuité immédiate avec le tissu urbain existant et de la réalisation de travaux de protection contre le risque incendies de forêt.

La présente modification a donc pour objet d'intégrer les informations du porter-à-connaissance dans le PPRIF par un classement en zone rouge du secteur « Candéou-Sud » et de prendre en compte les travaux réalisés pour protéger les habitations existantes en classant les parcelles concernées en zone bleue B1a.





*Périmètre de la modification du PPRIF*



*Zonage réglementaire du PPRIF approuvé le 17/01/2007*





*Zonage du porter-à-connaissance en date du 3/05/2011*

## 2- Situation actuelle au PPR incendies de forêt approuvé

Le PPRIF de Peymeinade comporte quatre types de zones :

- une **zone rouge R** : de risque fort où la règle générale est l'inconstructibilité, avec quelques exceptions ;
- une **zone rose B0** : de risque moyen, secteur à enjeux défendables après la réalisation d'équipements de protection ;
- des **zones bleues** : **B1a** (risque modéré à prescriptions particulières), **B1** (risque modéré) et **B2** (risque faible) avec constructibilité sous conditions ;
- une **zone blanche** : de risque très faible à nul.

Le secteur de Candéou-Sud est situé au Sud du village de Peymeinade. Il est contigu au Sud, à l'Ouest et à l'Est à une zone rouge R et au Nord à une zone bleue B1a du PPRIF. Ce secteur était initialement classé en zone rose B0 du PPRIF approuvé en 2007. Il a été classé en zone R dans le cadre du porter-à-connaissance (PAC) en date du 3 mai 2011. Ce PAC faisait suite à la décision du tribunal administratif en date du 17 juin 2010.

### 3- Justification de la modification

Selon l'article L562-4-1, alinéa II du code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié. La procédure de modification est utilisée à condition que la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan.

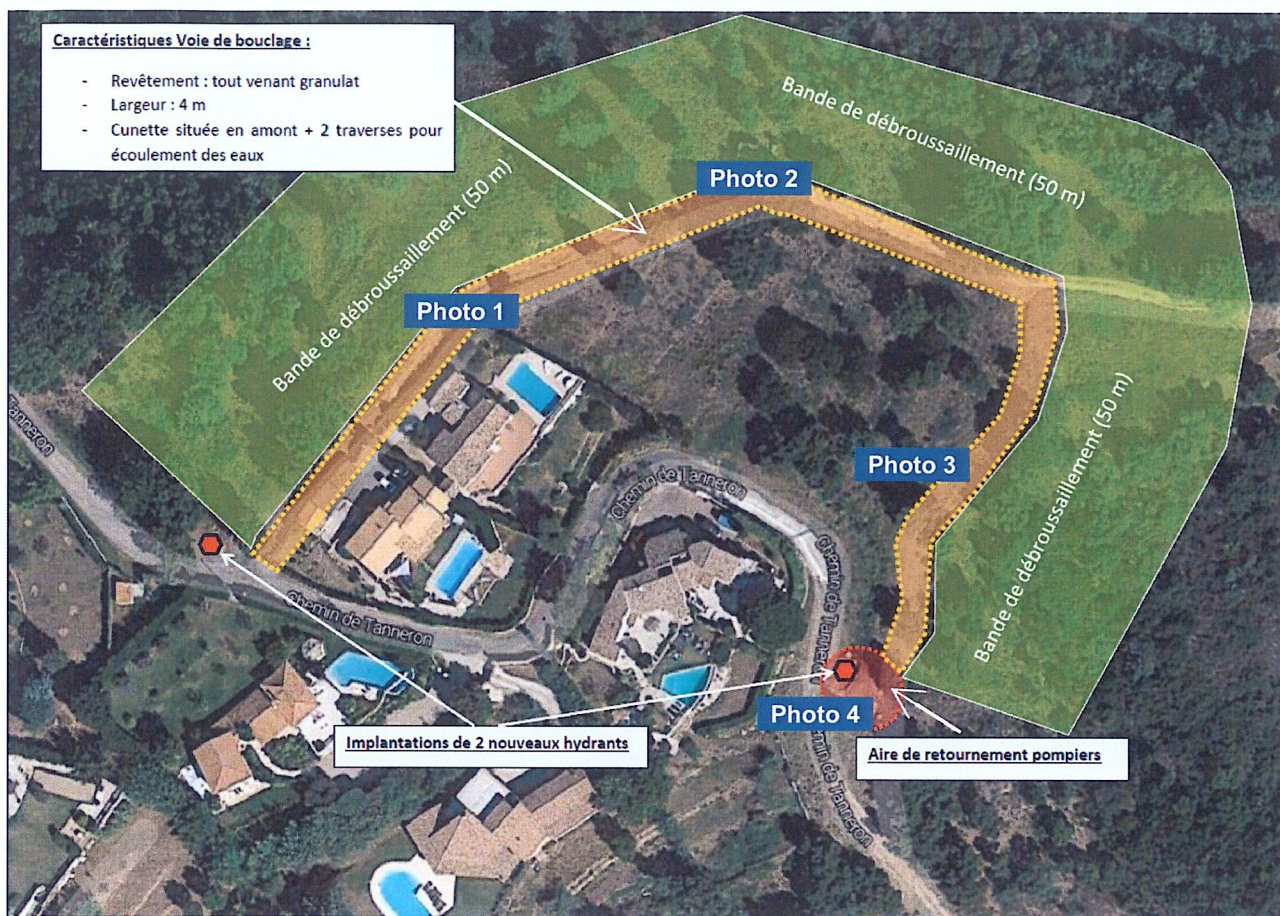
En vertu de l'article R562-10-1 du code de l'environnement, la procédure de modification peut notamment être utilisée pour :

- rectifier une erreur matérielle ;
- modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L562-1, pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

La présente procédure s'inscrit dans ce dernier cas. En effet, le changement dans les circonstances de fait concerne le jugement du 17 juin 2010 et la réalisation à proximité des parcelles bâties A 1543, 5843, 5844, 5845 (en partie), 5846, 5760, 6179, 6180, 5762 et 5756 (en partie) des équipements de protection suivants :

- l'aménagement d'une piste périmétrale s'appuyant sur une piste existante et le chemin existant dit de Tanneron avec une aire de retournement pompiers au bout ;
- la mise en place de deux hydrants normalisés ;
- le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé de 50 mètres autour de la piste.





*Schéma des aménagements réalisés*

Ces équipements, réalisés par la commune de Peymeinade, permettent d'améliorer les conditions de défense de ce secteur par les services de secours. En mars 2017, le Service Départemental d'Incendie et de Secours a réalisé un essai sur site qui a permis de vérifier les conditions d'accès et de manœuvre d'un engin d'intervention incendie de forêt sur la piste périmétrale et l'aire de retournement. (cf. photos 1 à 4 en pages suivantes)

La commune de Peymeinade est en charge de l'entretien régulier de l'ensemble des équipements réalisés (hydrants, piste, aire de retournement) et du maintien en état débroussaillé des abords de la piste.



Photo 1



Photo 2





Photo 3



Photo 4





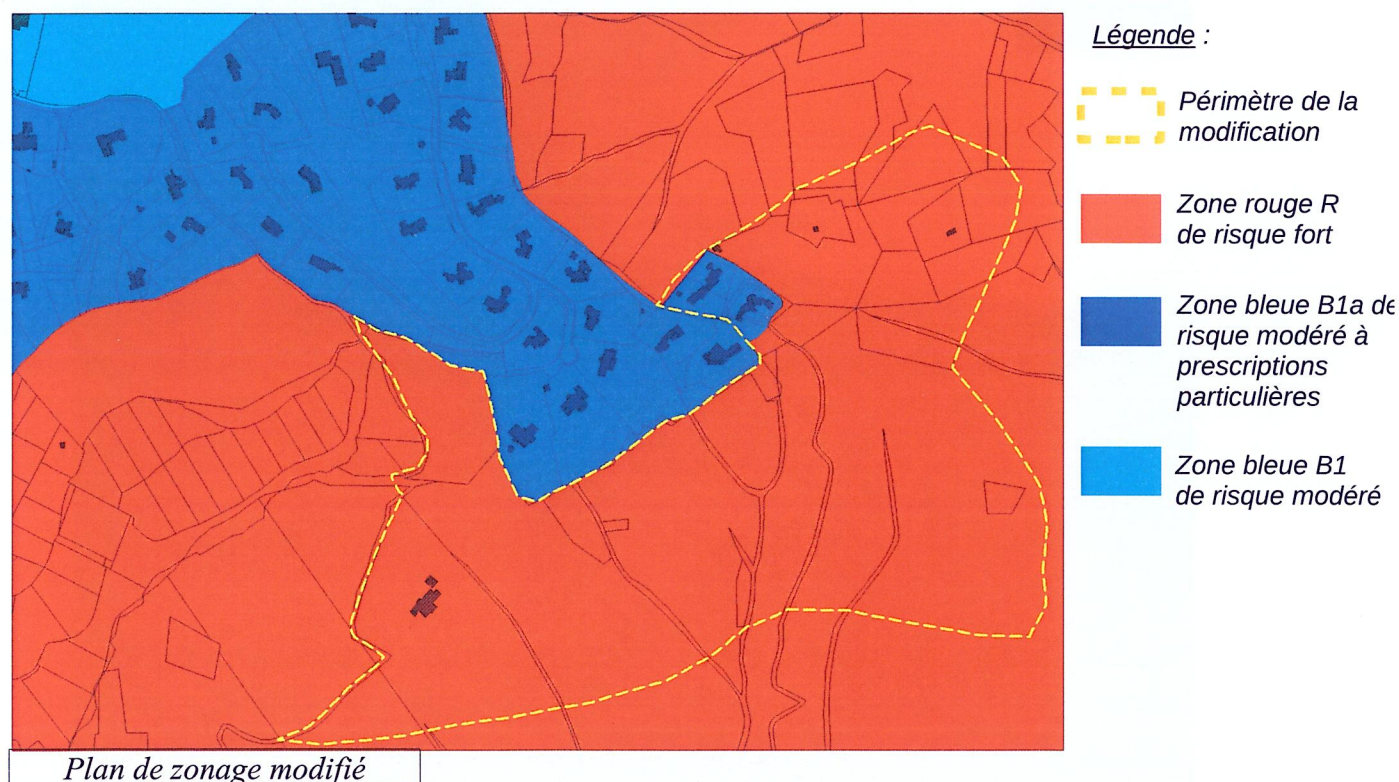
Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a réceptionné les hydrants n°148 et 157 installés respectivement à l'entrée de la piste et sur l'aire de retournement. Ces hydrants sont disponibles et conformes (poteaux d'incendie de 100 mm assurant un débit de 60 m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar). Les fiches de contrôle de ces hydrants sont jointes en annexe de cette note de présentation.

#### 4- Le projet de modification du zonage du PPRIF

Le secteur concerné par la présente modification du PPRIF de Peymeinade correspond à la zone B0 dite de la « ZAC Maufaraude » (Candéou-Sud) du PPRIF approuvé en 2007, classée en zone R du porter-à-connaissance en date du 3 mai 2011. Ce secteur représente une superficie totale de 17,6 ha (soit environ 1,8 % du territoire communal) dont 17,18 ha sont reclassés en zone rouge R et 0,42 ha en zone bleue B1a.

Le reclassement en zone B1a de risque modéré à prescriptions particulières ne concerne que quatre bâtis groupés déjà existants répartis sur les parcelles A 1543, 5843, 5844, 5845 (en partie), 5846, 5760, 6179, 6180, 5762 et 5756 (en partie). Celles-ci sont situées en continuité immédiate du tissu urbain existant et défendues par les équipements de protection décrits au chapitre 3. Ce reclassement n'ouvre donc pas à l'urbanisation de nouveaux secteurs.

Les autres parcelles comprises dans le secteur de la présente modification ne présentent pas d'équipements de protection et ne sont pas destinées à être urbanisées. Elles sont reclassées en zone rouge inconstructible, conformément à la décision du tribunal administratif en date du 17 juin 2010.

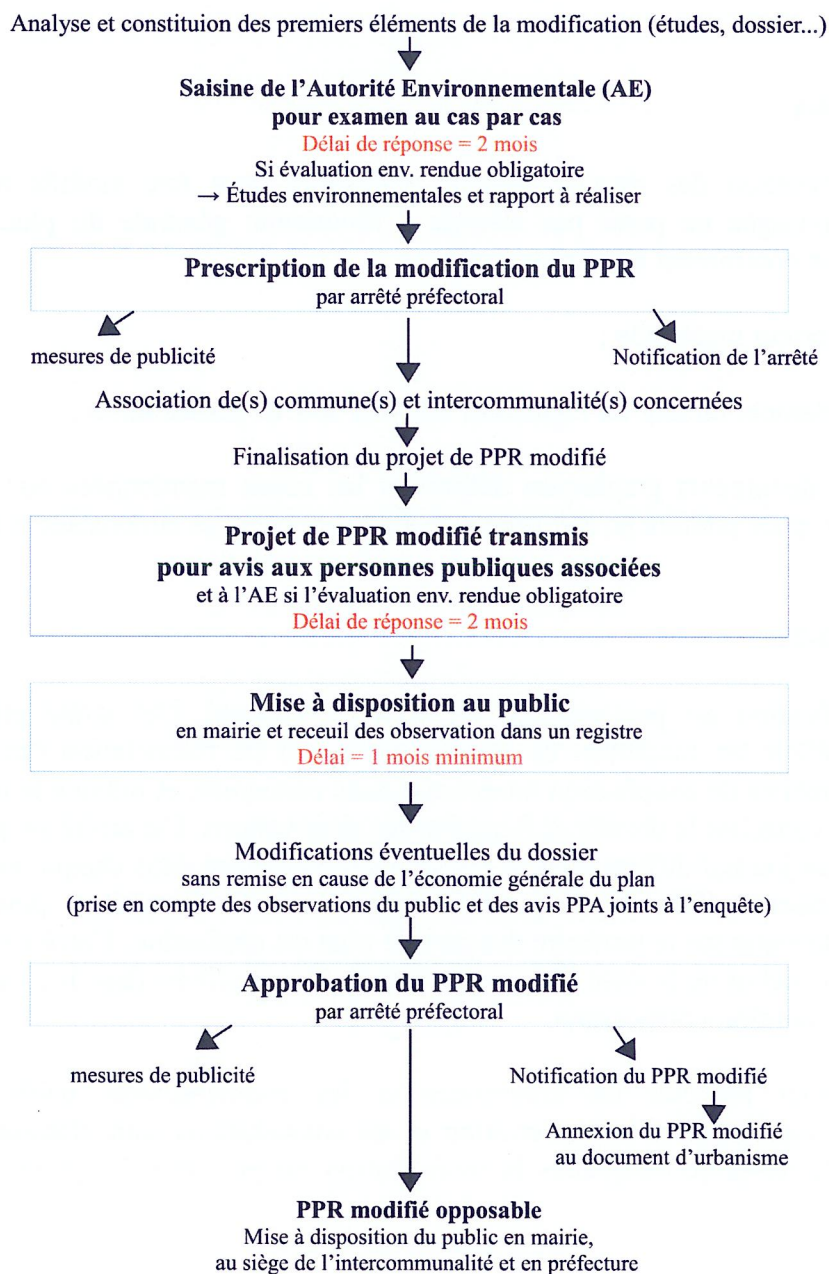


## 5- Le règlement du PPRIF

Le règlement du PPRIF de Peymeinade, approuvé le 17 janvier 2007, reste inchangé. Le règlement de la zone B1a s'applique donc aux parcelles listées dans le chapitre 4 ci-dessus concernées par le reclassement en B1a et délimitées sur le plan de zonage modifié. Le règlement de la zone rouge R s'applique aux autres parcelles reclassées en zone rouge R et délimitées sur le plan de zonage modifié.

## 6- La procédure de modification du PPRIF

### Modification d'un PPRN





## **7 – Décision de l'autorité environnementale sur l'éligibilité à évaluation environnementale du plan**

Par décision du 14 juin 2017 de l'autorité environnementale (conseil général de l'environnement et du développement durable), après examen au cas par cas en application de l'article R122-17 du code de l'environnement, la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt (PPRIF) de la commune de Peymeinade n'est pas soumise à évaluation environnementale. Cette décision est annexée à l'arrêté de prescription de la présente modification du PPRIF de Peymeinade.

## **8 – Annexes**

### **A – Extraits du code de l'environnement**

#### **Article R562-10-1 :**

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié à condition que la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. La procédure de modification peut notamment être utilisée pour :

- a) Rectifier une erreur matérielle ;
- b) Modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- c) Modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L. 562-1, pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

#### **Article R562-10-2 :**

I. — La modification est prescrite par un arrêté préfectoral. Cet arrêté précise l'objet de la modification, définit les modalités de la concertation et de l'association des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, et indique le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations. Cet arrêté est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable. L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

II. — Seuls sont associés les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et la concertation et les consultations sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la modification est prescrite. Le projet de modification et



l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public en mairie des communes concernées. Le public peut formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

III. — La modification est approuvée par un arrêté préfectoral qui fait l'objet d'une publicité et d'un affichage dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R. 562-9.

#### **B – Fiches de contrôle SDIS des deux hydrants installés : PI 148 et PI 157**

Voir fiches ci-après.



## Fiche de contrôle d'un Point d'Eau Incendie (PEI)

Etat : Disponible

|                                        |                              |              |
|----------------------------------------|------------------------------|--------------|
| Commune : PEYMEINADE                   | Page atlas : 1943.5          | N° PEI : 148 |
| Adresse : CHEMIN DE TANNERON           |                              |              |
| Complément d'adresse : SOUS GROS CHENE |                              |              |
| DFCI : LD64D8.5                        | Tournée : 095-001 PEYMEINADE |              |

PEI public ☒

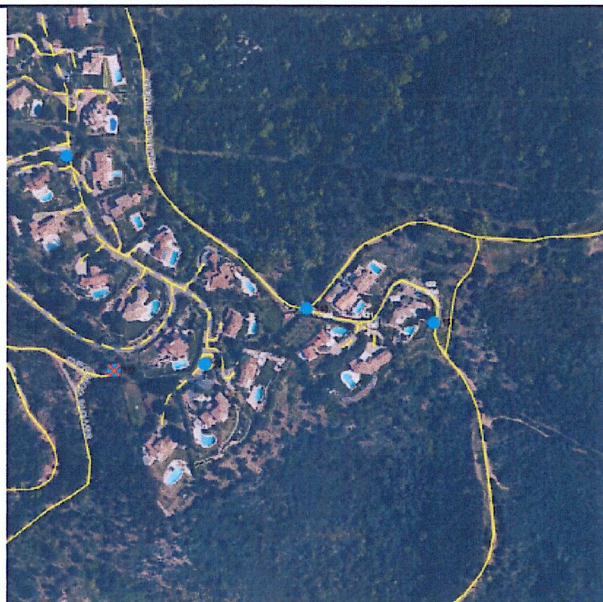
PEI privé ☐

| Poteau ou bouche |                           |   |                                    |
|------------------|---------------------------|---|------------------------------------|
| Type de PEI      | Bouche d'incendie de 100  |   | Prise accessoire PI de 80          |
|                  | Bouche d'incendie jumelée |   | Point d'aspiration BA              |
|                  | Poteau d'incendie de 100  | X | Point d'ASpiration Bouche arrosage |
|                  | Poteau d'incendie de 150  |   | Citerne                            |
|                  | Poteau surpressé          |   | NON DFCI Réservoir                 |

### Données techniques du point d'eau

|                         |                |                    |            |
|-------------------------|----------------|--------------------|------------|
| Alimentation            | Réseau concédé | Pression à 30 m3/h |            |
| Diamètre canalisation   |                | Pression à 60 m3/h |            |
| Débit sous 1 bar (m³/h) | 60             | Type de réseau     | Non maillé |
| Pression statique       |                | Capacité           |            |

### Plan



Date de la dernière reconnaissance : 19/07/2016





## Fiche de contrôle d'un Point d'Eau Incendie (PEI)

| Commune : PEYMEINADE                                |     | Page atlas : 1943.5             | N° PEI : 148 |
|-----------------------------------------------------|-----|---------------------------------|--------------|
| Adresse : CHEMIN DE TANNERON                        |     |                                 |              |
| Complément d'adresse : SOUS GROS CHENE              |     |                                 |              |
| DFCI : LD64D8.5                                     |     | Tournée : 095-001 PEYMEINADE    |              |
| Anomalies                                           | OUI | Observation                     |              |
| 01 - INDISPONIBILITE TEMPORAIRE (envoyer un mail)   |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 02 - FERMETURE IMPOSSIBLE                           |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 03 - ACCES IMPOSSIBLE (à préciser)                  |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 04 - POINT D'EAU DANS RESIDENCE NON ACCESSIBLE      |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 05 - POINT D'EAU EN TRAVAUX                         |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 06 - OUVERTURE IMPOSSIBLE                           |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 07 - DEMI-RACCORD HORS SERVICE                      |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 08 - SANS EAU                                       |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 09 - CARRE MANOEUVRE ABSENT OU HS                   |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 10 - PROJET DE SUPPRESSION (Interdit profil CIS)    |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 11 - HYDRANT NON CONFORME (REPRISE)                 |     |                                 |              |
| 12 - Remontée Gestionnaire Groupement               |     |                                 |              |
| 13 - fuite (à préciser)                             |     |                                 |              |
| 14 - manque bouchon (à préciser)                    |     |                                 |              |
| 15 - manque capot (coquille)                        |     |                                 |              |
| 16 - manque joint de bouchon                        |     |                                 |              |
| 17 - manque volant de manoeuvre PI-PA               |     |                                 |              |
| 18 - peinture non normalisée ou à refaire           |     |                                 |              |
| 19 - capot détérioré PI PA                          |     |                                 |              |
| 20 - absence de numérotation ou à refaire           |     |                                 |              |
| 21 - charnière cassée BI                            |     |                                 |              |
| 22 - débroussaillage à prévoir                      |     |                                 |              |
| 23 - acces difficile (à préciser)                   |     |                                 |              |
| 24 - coffre cassé BI                                |     |                                 |              |
| 25 - graissage à réaliser                           |     |                                 |              |
| 26 - couvercle cassé BI                             |     |                                 |              |
| 27 - volant de manoeuvre PI PA défectueux           |     |                                 |              |
| 28 - ouverture / fermeture difficile                |     |                                 |              |
| 29 - fermeture des capots hors service              |     |                                 |              |
| 30 - demi capot hors service                        |     |                                 |              |
| 31 - vidange hors service                           |     |                                 |              |
| 32 - carré de manoeuvre B.I difficile ou défectueux |     |                                 |              |
| 33 - problème de vidange                            |     |                                 |              |
| 34 - obstacle utilisation partielle                 |     |                                 |              |
| 99 - INDISPONIBILITE SUITE REPRISE                  |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |

Date de la dernière reconnaissance : 19/07/2016





## Fiche de contrôle d'un Point d'Eau Incendie (PEI)

Etat : Disponible

|                                                                    |                              |              |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------|--------------|
| Commune : PEYMEINADE                                               | Page atlas : 1943.5          | N° PEI : 157 |
| Adresse : CHEMIN DE TANNERON                                       |                              |              |
| Complément d'adresse : FIN DE ROUTE - DEBUT DE LA PISTE DU CANDEOU |                              |              |
| DFCI : LD64D8.5                                                    | Tournée : 095-001 PEYMEINADE |              |

PEI public ☒

PEI privé ☐

| Poteau ou bouche |                           |          |                           |
|------------------|---------------------------|----------|---------------------------|
| Type de PEI      | Bouche d'incendie de 100  |          | Prise accessoire PI de 80 |
|                  | Bouche d'incendie jumelée |          | Point d'aspiration        |
|                  | Poteau d'incendie de 100  | X        | Point d'ASpiration        |
|                  | Poteau d'incendie de 150  |          | Bouche arrosage           |
|                  | Poteau surpressé          |          | Citerne                   |
|                  |                           | NON DFCI | Réservoir                 |

### Données techniques du point d'eau

|                         |                |                    |            |
|-------------------------|----------------|--------------------|------------|
| Alimentation            | Réseau concédé | Pression à 30 m3/h |            |
| Diamètre canalisation   |                | Pression à 60 m3/h | 1          |
| Débit sous 1 bar (m³/h) | 60             | Type de réseau     | Non maillé |
| Pression statique       |                | Capacité           |            |

### Plan



Date de la dernière reconnaissance : 30/07/2016





## Fiche de contrôle d'un Point d'Eau Incendie (PEI)

| Commune : PEYMEINADE                                               |     | Page atlas : 1943.5             | N° PEI : 157 |
|--------------------------------------------------------------------|-----|---------------------------------|--------------|
| Adresse : CHEMIN DE TANNERON                                       |     |                                 |              |
| Complément d'adresse : FIN DE ROUTE - DEBUT DE LA PISTE DU CANDEOU |     |                                 |              |
| DFCI : LD64D8.5                                                    |     | Tournée : 095-001 PEYMEINADE    |              |
| Anomalies                                                          | OUI | Observation                     |              |
| 01 - INDISPONIBILITE TEMPORAIRE (envoyer un mail)                  |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 02 - FERMETURE IMPOSSIBLE                                          |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 03 - ACCES IMPOSSIBLE (à préciser)                                 |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 04 - POINT D'EAU DANS RESIDENCE NON ACCESSIBLE                     |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 05 - POINT D'EAU EN TRAVAUX                                        |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 06 - OUVERTURE IMPOSSIBLE                                          |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 07 - DEMI-RACCORD HORS SERVICE                                     |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 08 - SANS EAU                                                      |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 09 - CARRE MANOEUVRE ABSENT OU HS                                  |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 10 - PROJET DE SUPPRESSION (Interdit profil CIS)                   |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |
| 11 - HYDRANT NON CONFORME (REPRISE)                                |     |                                 |              |
| 12 - Remontée Gestionnaire Groupement                              |     |                                 |              |
| 13 - fuite (à préciser)                                            |     |                                 |              |
| 14 - manque bouchon ( à préciser )                                 |     |                                 |              |
| 15 - manque capot (coquille)                                       |     |                                 |              |
| 16 - manque joint de bouchon                                       |     |                                 |              |
| 17 - manque volant de manoeuvre PI-PA                              |     |                                 |              |
| 18 - peinture non normalisée ou à refaire                          |     |                                 |              |
| 19 - capot détérioré PI PA                                         |     |                                 |              |
| 20 - absence de numérotation ou à refaire                          |     |                                 |              |
| 21 - charnière cassée BI                                           |     |                                 |              |
| 22 - débroussaillage à prévoir                                     |     |                                 |              |
| 23 - acces difficile (à préciser)                                  |     |                                 |              |
| 24 - coffre cassé BI                                               |     |                                 |              |
| 25 - graissage à realiser                                          |     |                                 |              |
| 26 - couvercle cassé BI                                            |     |                                 |              |
| 27 - volant de manoeuvre PI PA défectueux                          |     |                                 |              |
| 28 - ouverture / fermeture difficile                               |     |                                 |              |
| 29 - fermeture des capots hors service                             |     |                                 |              |
| 30 - demi capot hors service                                       |     |                                 |              |
| 31 - vidange hors service                                          |     |                                 |              |
| 32 - carré de manoeuvre B.I difficile ou défectueux                |     |                                 |              |
| 33 - problème de vidange                                           |     |                                 |              |
| 34 - obstacle utilisation partielle                                |     |                                 |              |
| 99 - INDISPONIBILITE SUITE REPRISE                                 |     | Si oui coché : PEI indisponible |              |

Date de la dernière reconnaissance : 30/07/2016





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE PEYMEINADE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES  
D'INCENDIES DE FORET

Document annexé à l'arrêté portant approbation du  
plan de prévention des risques d'incendie de forêt

le Préfet des Alpes Maritimes  
signé Dominique Vian

|                                            |                                |
|--------------------------------------------|--------------------------------|
| PRESCRIPTION : 13 juin 1997                |                                |
| ENQUETE du 19 juin 2006 au 19 juillet 2006 | APPROBATION le 17 janvier 2007 |

# PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

## COMMUNE DE PEYMEINADE

### RAPPORT DE PRESENTATION

## PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET

Document annexé à l'arrêté portant approbation du plan de  
prévention des risques d'incendie de forêt.

le Préfet des Alpes Maritimes  
Le Préfet des Alpes Maritimes  
CAB-A 2439

**Dominique VIAN**

|                                            |                             |
|--------------------------------------------|-----------------------------|
| PRESCRIPTION : 13 juin 1997                |                             |
| ENQUETE du 19 juin 2006 au 19 juillet 2006 | APPROBATION le 17 JAN. 2007 |



# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET

## SOMMAIRE

|                                                                   |   |
|-------------------------------------------------------------------|---|
| TITRE I. DEFINITION DU P.P.R.....                                 | 1 |
| I.1. Réglementation.....                                          | 1 |
| I.2. Objet des PPR.....                                           | 1 |
| I.3. La procédure d'élaboration du PPR incendies de forêts.....   | 2 |
| I.4. L'aire d'étude et le contenu du PPR incendies de forêts..... | 2 |
| TITRE II. PRESENTATION DU SITE .....                              | 3 |
| II.1. Le site et son environnement.....                           | 3 |
| II.1. 1 - Le milieu naturel.....                                  | 3 |
| II.1. 2 - Végétation.....                                         | 3 |
| II.1. 3 - Les dispositions de prévention des incendies .....      | 4 |
| II.2. Les aléas .....                                             | 4 |
| II.2. 1 - Méthodologie.....                                       | 4 |
| II.2. 2 - Recherche historique .....                              | 4 |
| II.2. 3 - Détermination de l'aléa.....                            | 5 |
| II.2. 4 - Les résultats .....                                     | 5 |
| TITRE III. DISPOSITIONS DU PPR.....                               | 6 |
| III.1. Généralités .....                                          | 6 |
| III.2. Le zonage du PPR .....                                     | 6 |
| III.2. 1 - Les différents types de zones.....                     | 6 |
| III.2. 2 - Elaboration du zonage .....                            | 6 |
| III.2. 3 - Répartition spatiale.....                              | 6 |
| III.3. Le règlement.....                                          | 7 |
| III.3. 1 - En zone rouge.....                                     | 7 |
| III.3. 2 - En zone bleue .....                                    | 7 |
| III.3. 3 - En zone blanche.....                                   | 7 |
| ANNEXE .....                                                      | 8 |

## **TITRE I. DEFINITION DU P.P.R.**

### **I.1. Réglementation**

Les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) ont été institués par la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Leur contenu et leur procédure d'élaboration ont été fixés par le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995. Ces dispositions législatives ont été intégrées dans le titre VI du code de l'environnement (ordonnance n° 200.914 du 18 septembre 2000).

Les assurés exposés à un risque ont à respecter certaines règles de prescriptions fixées par les PPR, leur non-respect pouvant entraîner une suspension de la garantie-dommages ou une atténuation de ses effets (augmentation de la franchise).

Les PPR sont établis par l'Etat et ont valeur de servitude d'utilité publique. Ils sont opposables à tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol. Les documents d'urbanisme doivent respecter leurs dispositions et les comporter en annexe.

Ils traduisent l'exposition aux risques de la commune dans l'état actuel et sont susceptibles d'être modifiés si cette exposition devait être sensiblement modifiée à la suite de travaux de prévention de grande envergure.

Les PPR ont pour objectif une meilleure protection des biens et des personnes et une limitation du coût pour la collectivité de l'indemnisation systématique des dégâts engendrés par les phénomènes.

### **I.2. Objet des PPR**

Les PPR ont pour objet, en tant que de besoin (article L.562-1 du code de l'environnement) :

- de délimiter des zones exposées aux risques en fonction de leur nature et de leur intensité ; dans ces zones, les constructions ou aménagements peuvent être interdits ou admis avec des prescriptions ;
- de délimiter des zones non directement exposées aux risques, mais dans lesquelles toute construction ou aménagement pourrait aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde incombant aux collectivités publiques et aux particuliers ;
- de définir les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions (ou ouvrages) existants devant être prises par les propriétaires exploitants ou utilisateurs concernés.



### **I.3. La procédure d'élaboration du PPR incendies de forêts**

Elle comprend plusieurs phases :

- le préfet prescrit par arrêté l'établissement ou la révision du PPR ;
- le PPR est élaboré en concertation avec :
  - la commune de Peymeinade,
  - le Conseil Général des Alpes-Maritimes et le Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur,
  - le SDIS des Alpes-Maritimes,
- le PPR est soumis à l'avis :
  - du conseil municipal de la commune de , Peymeinade
  - des organes délibérants du Conseil Général des Alpes-Maritimes et du Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur,
  - de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière pour les dispositions concernant les terrains agricoles ou forestiers,
  - du SDIS des Alpes-Maritimes,
- le PPR est soumis à enquête publique par arrêté préfectoral ;
- le Maire de la commune est entendu par le commissaire enquêteur ;
- le PPR est approuvé par arrêté préfectoral ;
- le PPR est opposable aux tiers dès l'exécution de la dernière mesure de publicité de l'acte l'ayant approuvé.

Le PPR vaut servitude d'utilité publique.

A ce titre, il doit être annexé au plan local d'urbanisme (article L.126-1 du code de l'urbanisme) et les zones de risques naturels doivent apparaître dans les documents graphiques de ce plan local d'urbanisme (article R-123-18 2° du code de l'urbanisme).

### **I.4. L'aire d'étude et le contenu du PPR incendies de forêts**

L'élaboration du PPR incendies de forêts de Peymeinade a été prescrit par arrêté préfectoral du 13 Juin 1997 ; le périmètre étudié englobe l'ensemble du territoire de la commune soumis à des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt.

Le dossier du PPR comprend :

- le présent rapport de présentation,
- le règlement,
- le plan de zonage sur un fond cadastral
- une annexe constituée par la carte des aléas d'incendies de forêt,
- un plan de localisation des travaux obligatoires.

## TITRE II. PRESENTATION DU SITE

### II.1. Le site et son environnement

La commune de PEYMEINADE, située à l'ouest du département des Alpes-Maritimes, couvre une superficie de **996 ha** dont **369 ha de boisé** potentiellement combustible au feu de forêt ; elle est délimitée :

- à l'est par GRASSE et AURIBEAU-SUR-SIAGNE,
- au nord par CABRIS et SPERACEDES,
- à l'ouest par LE TIGNET,
- au sud par le massif du Tanneron, limite avec le département du Var.

#### II.1. 1 - Le milieu naturel

La commune de PEYMEINADE est constituée de trois ensembles topographiques distincts :

- au sud, un ensemble vallonné qui plonge dans la vallée de la Siagne. On y trouve le point culminant de la commune : le Candéou - altitude : 307 m.
- la partie médiane est occupée par un plateau qui se développe sur 3 km. Son altitude est comprise entre 200 m et 250 m.
- au nord, une dépression occupée par le village encadrée entre le plateau et les pentes des communes de CABRIS et de SPERACEDES.

Chacun de ces ensembles génère un relief souligné par des pentes variables. Elles sont fortes au Sud (> 30 %) et plus faibles dans les zones centrales de la commune à urbanisation élevée.

Les trois ensembles cités forment des entités géologiques distinctes :

- au sud, le massif gneissique du Tanneron,
- au centre, le plateau est constitué de calcaires dolomitiques,
- au nord, les colluvions et les bas de pentes sont formés d'éboulis provenant du plateau de ST-VALLIER (CABRIS).

Le réseau hydraulique est constitué par la Siagne (au sud) d'axe ouest/est et le Riou (à l'ouest) d'axe nord/sud. Ce dernier se jette dans la Siagne sur la commune d'AURIBEAU.

La partie nord de la commune est traversée par le canal de la Siagne.

#### II.1. 2 - Végétation

Les résultats de l'Inventaire Forestier National, dont le dernier passage dans le département remonte à 1996, permettent de détailler (avec une précision au 1/25 000ème) la composition forestière du territoire communal.

| Type forestier (selon IFN) | Peuplement                                  | Superficie de PEYMEINADE (ha) |
|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------|
| 1- <u>FEUILLUS</u>         | * Futaies et taillis à chênes sempervirents | 17.13                         |
| 2- <u>RESINEUX</u>         | * Futaie de pins (Alep et/ou maritime)      | 19.61                         |
|                            | * Autres futaies de pins ou de cèdres       | 33.82                         |
| TOTAL                      |                                             | 53.43                         |
| 3- <u>GARRIGUE</u>         | * Garrigues à chênes sempervirents          | 161.08                        |
|                            | * Garrigues à résineux                      | 11.71                         |
|                            | * Garrigues non boisées                     | 125.68                        |
| TOTAL                      |                                             | 298.47                        |
| <b>TOTAL COMBUSTIBLE</b>   | 1 + 2 + 3                                   | <b>369.03</b>                 |
| 4- <u>HORS THEME</u>       | * Zones agricoles ou urbanisées             | 626.82                        |
| <b>TOTAL GENERAL</b>       | 1 + 2 + 3 + 4                               | <b>995.85</b>                 |

Les formations potentiellement combustibles recouvrent donc 369 ha soit 37 % du territoire communal.

### II.1. 3 - Les dispositions de prévention des incendies

La protection contre les incendies de forêts comporte un ensemble d'actions visant à prévenir les éclosions, à limiter la progression du feu tout en facilitant l'intervention des secours :

- par la mise en place d'un réseau de surveillance (vigies, postes de guet,...), d'alerte et d'interventions,
- par la création d'un réseau de pistes pourvues d'une bande débroussaillée conséquente permettant un accès rapide et sécurisé pour les engins de lutte au lieu de l'incendie,
- par la mise en place de points d'eau assurant la réalimentation des véhicules de lutte,
- par l'établissement de coupures stratégiques permettant d'établir des lignes de lutte contre les grands feux.

L'activité agricole peut également pour certaines valorisation et modes de culture contribuer à la gestion de vastes espaces soumis aux risques d'incendie de forêts.

## II.2. Les aléas

### II.2. 1 - Méthodologie

L'identification et la caractérisation de l'aléa feu de forêts sur la commune de Peymeinade ont été menées par l'agence départementale de l'Office National des Forêts des Alpes-Maritimes.

La méthodologie utilisée est la suivante :

- \* recherche historique concernant les événements survenus dans le passé, leurs effets et leurs éventuels traitements,
- \* détermination de l'aléa feux de forêts.

### II.2. 2 - Recherche historique

Depuis 1929, date de la mise en place de fichiers de suivi des feux dans les Alpes-Maritimes, les incendies recensés sur la commune de Peymeinade ont détruit **1 679 ha** de forêt, ce qui représente une moyenne d'environ **59 ha/an/1000 ha boisés**, soit près de neuf fois et demi de plus que la moyenne départementale.

|                                                                                | <u>Peymeinade</u>         | <u>Alpes-Maritimes</u>   |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Nombre de feux de <b>1929 à 2005</b>                                           | 44                        | 10 134                   |
| Superficie détruite de <b>1929 à 2005</b>                                      | 1 679 ha                  | 166 967 ha               |
| Surface combustible boisée                                                     | 369.03 ha                 | 349 596 ha               |
| <b>Superficie moyenne annuelle détruite de 1929 à 2005 pour 1000 ha boisés</b> | <b>59 ha/an/1000 ha</b>   | <b>6.2 ha/an/1000 ha</b> |
| Nombre de feux de <b>1975 à 2005</b>                                           | 28                        | 7 543                    |
| Superficie détruite de <b>1975 à 2005</b>                                      | 479 ha                    | 63 579 ha                |
| <b>Superficie moyenne annuelle détruite de 1975 à 2005 pour 1000 ha boisés</b> | <b>41.9 ha/an/1000 ha</b> | <b>5.9 ha/an/1000 ha</b> |

La commune de PEYMEINADE a été touchée par 10 feux de plus de 30 ha.

Le plus grand incendie, en 1986, a détruit 442 ha.

Au cours de la période d'étude, la superficie en moyenne annuelle détruite sur PEYMEINADE pour 1000 ha boisés est environ 4 fois plus élevée que la moyenne départementale. Ce constat est à nuancer compte tenu de l'importance de l'incendie de 1986.

L'influence conjuguée du climat et de la végétation crée les conditions propices à l'apparition et au développement de grands incendies. L'urbanisation diffuse constitue un facteur aggravant et accroît les conséquences des sinistres.



L'analyse spatiale des feux montre qu'ils ont frappé principalement les zones de contact entre milieu urbain et espaces naturels. Les espaces fortement urbanisés connaissent peu de sinistres et ceux-ci restent de faible ampleur. La surface moyenne parcourue par feu est relativement plus importante en terrain naturel qu'en zone urbaine ; ceci s'explique par l'importance de la biomasse végétale, la difficulté d'acheminement des secours et le degré de vigilance moins marqué qu'en zone urbaine.

Ces chiffres démontrent l'importance d'une urbanisation groupée pour la maîtrise du risque d'incendie et les problèmes qui se posent à l'interface zone urbaine - espaces naturels.

### **II.2. 3 - Détermination de l'aléa**

L'aléa est évalué à partir d'une connaissance approchée statistiquement des conditions d'éclosion, et surtout de propagation des feux de forêts, traduisant essentiellement le risque subi par une parcelle si celle-ci est touchée par un incendie de forêt.

Des paramètres de pondération peuvent être introduits dans le calcul pour intégrer de manière plus importante la position de la parcelle dans le massif et aussi le risque que la parcelle ferait courir au reste du massif forestier en cas de départ d'un incendie à l'intérieur de son périmètre (risque induit).

Les facteurs pris en compte pour évaluer l'aléa sont ceux qui sont comme les plus influents sur les conditions de propagation des incendies.

Il s'agit :

- de la combustibilité de la végétation et de sa biomasse,
- de la pente du terrain,
- du vent,
- de l'ensoleillement.

A partir de ces facteurs est calculée par application de la formule de Byram la puissance du front de feu par mètre de front de feu que la parcelle peut subir, exprimée en kW/m :

$$P_f = M \times C \times V_p$$

$P_f$  : puissance du front de feu en kW/m

$M$  : masse sèche du combustible brûlé en g/m<sup>2</sup>

$C$  : chaleur spécifique de combustion du combustible en J/g

$V_p$  : vitesse de propagation du feu en m/s

Une description exhaustive de la méthodologie est fournie en annexe au présent rapport de présentation.

### **II.2. 4 - Les résultats**

La puissance de front de feu a été calculée par croisement à l'aide du SIG ARC-INFO des quatre couches de données pour l'ensemble des "pixels" de 100 m x 100 m constituant le territoire communal et ses abords immédiats.

On définit ainsi cinq niveaux d'aléa, selon l'échelle de risque élaborée par le CEMAGREF sur commande du ministère de l'écologie, qui sont reportés sur un plan topographique au 1/15 000ème

- Aléa très faible à nul :  $P_f$  inférieure à 350 kW/m
- Aléa faible:  $P_f$  comprise entre 350 et 1700 kW/m
- Aléa moyen:  $P_f$  comprise entre 1700 et 3500 kW/m;
- Aléa élevé:  $P_f$  comprise entre 3500 et 7000 kW/m ,
- Aléa très élevé:  $P_f$  supérieure à 7000 kW/m

## TITRE III. DISPOSITIONS DU PPR

### III.1. Généralités

Conformément aux dispositions des articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement, les actions de prescriptions du PPR s'appliquent non seulement aux biens et activités, mais aussi à toute autre occupation et utilisation des sols, qu'elle soit directement exposée ou de nature à modifier ou à aggraver les risques.

Le PPR peut réglementer, à titre préventif, toute occupation ou utilisation physique du sol, qu'elle soit soumise ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration, assurée ou non, permanente ou non.

### III.2. Le zonage du PPR

#### III.2. 1 - Les différents types de zones

Conformément à l'article 3 du décret modifié n° 95-1089 du 5 octobre 1995, le territoire de la commune a été divisé en trois zones (cf. plan de zonage) :

- une **zone rouge** exposée à des risques forts,
- une **zone bleue** exposée à des risques plus limités, acceptables moyennant des mesures de prévention efficaces,
- une **zone blanche** exposée à des risques très faibles à nuls dans laquelle le respect des prescriptions générales édictées par le code forestier et les textes qui en découlent suffit à assurer un niveau de sécurité suffisant.

#### III.2. 2 - Elaboration du zonage

L'élaboration du zonage s'appuie sur :

- l'historique cartographique des incendies survenus sur la commune,
- la détermination de l'aléa,
- le croisement de l'aléa avec les différents enjeux :
  - ◆ les enjeux d'équipement :
    - \* la présence et la localisation des poteaux d'incendie,
    - \* la présence et la localisation des routes revêtues à double issue elles-mêmes revêtues, ces voies étant utilisables pour l'accès des secours et l'évacuation des personnes,
  - ◆ les enjeux d'aménagement :
    - \* les programmes de gestion agricole des espaces naturels,
    - \* les secteurs construits et les secteurs à enjeux d'urbanisation (PLU).

#### III.2. 3 - Répartition spatiale

**La zone rouge R de risque fort** concerne les secteurs très exposés de la commune qui correspondent au massif boisé du Tanneron et au vallon de la Frayère.

Les **secteurs bleu B0 (risque moyen)** correspondent à une zone à enjeux, défendables moyennant la réalisation préalable de prescriptions (cf paragraphe II.2 article c) et d) du règlement) :

- zone B0 du lotissement de Montfaraude.
- Zone B0 de la ZAC Maufaraude (Candéou)

**Le secteur bleu de risque modéré B1a** concerne les interfaces urbanisation-massifs boisés dans les secteurs limitrophes de la zone rouge, où l'obligation de débroussaillage autour des habitations est portée à 100 mètres. Sont concernés :

- l'Apié, secteur du Candéou notamment les lotissements du haut Candéou et les Saouves, l'Agranas.

**Le secteur bleu de risque modéré B1** concerne des secteurs aux caractéristiques voisines des précédents, mais où la moindre intensité du feu du fait de leur situation permet de réduire la distance de débroussaillage par rapport aux habitations à 50 m :

- le Candéou ouest, l'école, le Gabre.

**Le secteur bleu B2 de risque faible** concerne les secteurs urbanisés proches du massif du Tanneron, le vallon de la Frayère et le Peyloubier, et le secteur des coteaux au nord de la commune en bordure de Cabris.

**La zone blanche** correspond au village et aux quartiers au Nord de la commune fortement urbanisés de part et d'autre du CD2562.

### **III.3. Le règlement**

Le règlement précise en tant que de besoin :

- les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones précédentes ;
- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde incombant aux collectivités publiques et aux particuliers ; dans ce cadre, il subordonne la réalisation d'activités et d'habitats nouveaux à la constitution d'associations syndicales, chargées de la réalisation et de l'entretien des travaux d'équipement ; ceux-ci sont reconnus nécessaires pour assurer la défendabilité dans les secteurs à enjeux d'urbanisation, soumis à un risque non tolérable actuellement en absence de ces équipements.

Il mentionne le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour leur mise en œuvre ;

- les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, et des espaces mis en culture ou plantés existants. Ces mesures peuvent être rendues obligatoires dans un délai de 5 ans, pouvant être réduit en cas d'urgence ; elles ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien.

Les principales dispositions du règlement sont les suivantes :

#### **III.3. 1 - En zone rouge**

La règle générale est l'inconstructibilité et l'interdiction de réaliser des équipements et bâtiments de nature à aggraver les risques et/ou augmenter le nombre de personnes exposées.

Des aménagements mineurs, des constructions techniques et certains équipements publics y sont autorisés sous conditions.

#### **III.3. 2 - En zone bleue**

La règle générale est la constructibilité sous conditions.

Ces conditions sont proportionnées à l'intensité du risque ; par intensité décroissante, quatre secteurs et sous-secteurs sont distingués :

- B0 : risque moyen ; conditions d'équipement préalables (voirie, zones débroussaillées, points d'eau...) et limitation des usages (habitat groupé, installations vulnérables interdites...) ;
- B1a et B1 : risque modéré ; conditions d'équipement ( voirie, débroussaillage à 50 ou 100 m des habitations, points d'eau...) et limitation des usages (habitat groupé, installations vulnérables interdites...) ;
- B2 : risque faible ; conditions d'équipement (points d'eau...).

#### **III.3. 3 - En zone blanche**

Aucune interdiction particulière, le respect des prescriptions générales édictées par le code forestier et les textes qui en découlent devrait suffire à assurer un niveau de sécurité satisfaisant.



# ANNEXE

## METHODE DE CALCUL DE L'ALEA FEUX DE FORETS

### APPLICABLE AUX MASSIFS FORESTIERS MEDITERRANEENS

#### I. Domaine d'utilisation de la méthode

L'aléa est défini comme la probabilité qu'un phénomène naturel d'intensité donnée se produise en un lieu donné. Il s'agit d'une notion complexe caractérisée par :

- une extension spatiale : il s'agit de définir les enveloppes globales d'un feu potentiel en se basant sur les caractéristiques du secteur (combustibilité, topographie, lieux de départ préférentiels,...) et l'expérience des feux passés.

- une occurrence temporelle qui permet de définir un temps de retour du feu : si une quantification sous forme de période de retour est possible pour des phénomènes comme les inondations, cela paraît beaucoup plus délicat pour les incendies. Il semble préférable de parler de prédisposition plus ou moins forte d'un secteur compte tenu de la conjonction de facteurs défavorables sur le site.

- une "intensité" plus ou moins forte du phénomène qui dépend de la végétation, de la topographie, et des conditions météorologiques qui accompagnent le phénomène.

La méthode utilisée s'attache à qualifier surtout l'intensité du phénomène et son extension potentielle en fonction de la combustibilité de la végétation et de sa biomasse, la pente du terrain, la position dans le versant, l'exposition et la connaissance du déroulement des feux passés.

L'occurrence temporelle n'intervient pas en tant que telle, mais l'exploitation des données statistiques permet d'estimer le temps de retour d'un incendie dans le bassin de risque à moins de quarante ans, ce qui signifie que l'événement doit être pris en compte dans la détermination de l'aléa.

De même, l'aléa est déterminé en se plaçant dans les conditions météorologiques les plus favorables à la propagation de l'incendie compte tenu de la fréquence de celles-ci.

La méthodologie utilisée suit les recommandations du guide méthodologique élaborée en 2002 conjointement par les ministères :

- de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
- de l'écologie et du développement durable
- de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales
- de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

#### II Principe de calcul

L'aléa est évalué à partir d'une connaissance empirique des conditions d'éclosion, et surtout de propagation des feux de forêts, traduisant essentiellement le risque subi par une parcelle si celle-ci est touchée par un incendie de forêt.

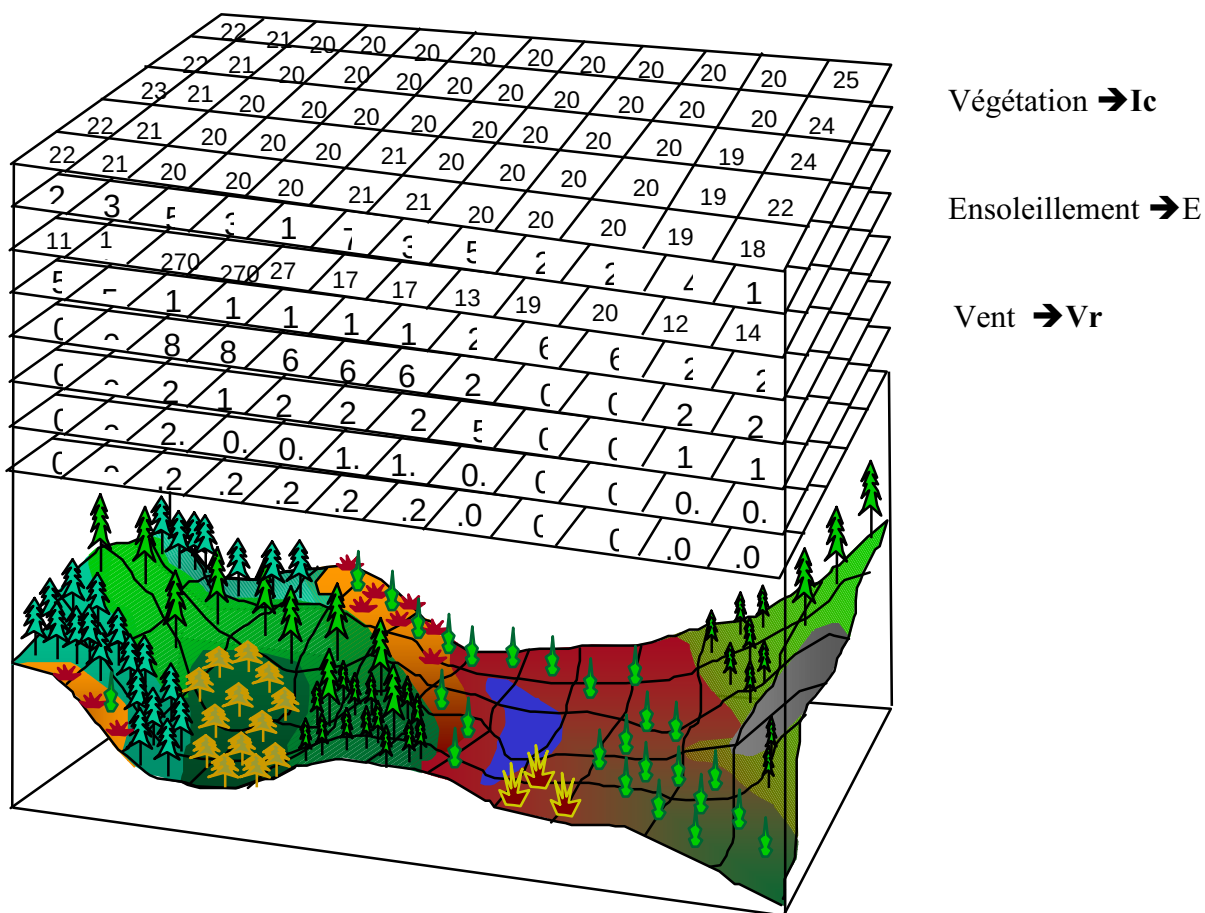
Des paramètres de pondération peuvent être introduits dans le calcul pour intégrer de manière plus importante la position de la parcelle dans le massif et aussi le risque que la parcelle ferait courir au reste du massif forestier en cas de départ d'un incendie à l'intérieur de son périmètre.

Les facteurs pris en compte pour évaluer l'aléa sont ceux qui ont été considérés comme les plus influents sur les conditions de propagation des incendies.

Il s'agit :

- de la combustibilité de la végétation et de sa biomasse,
- de l'ensoleillement lié à l'exposition.
- du vent en fonction du vent dominant et de la pente du terrain,

Chacun des quatre facteurs précités a fait l'objet d'une cartographie :



Le territoire communal est découpé en carrés ou pixel, chaque carré est caractérisé par son type de végétation, son ensoleillement, et son vent résultant.

### **1° Végétation : carte de combustibilité : Ic**

- La carte de la végétation est déterminée par interprétation d'une photo satellite et son calage sur le terrain. Classification supervisée de clichés Landsat 7 de 2002, pas de 15 mètres.
- La population végétale est identifiée par croisement avec les types de peuplements de l'Inventaire Forestier National.
- Confirmation par contrôle de terrain.
- La carte de combustibilité est la traduction des peuplements à travers la grille de combustibilité des espèces méditerranéennes élaborée par le CEMAGREF.

**Ic** est l'indice de combustibilité peut varier de 0 (incombustible) à 10 (feux de cimes à fort pouvoir calorifique) en fonction de la végétation.

### **2° Carte de l'ensoleillement : E**

Obtenue par traitement à travers un système d'information géographique du Modèle Numérique de Terrain de l'IGN au pas de 50 mètres.

En fonction de l'exposition (Sud : très ensoleillé / Nord : très peu ensoleillé), **E** traduit localement le dessèchement potentiel de la végétation, qui influe sur sa combustibilité.

### **3° Carte du vent résultant : Vr**

Combine l'effet du vent local (VI), modélisé numériquement sur tout le département au pas de 150 mètres par la société OPTIFLOW sur la base d'un vent de référence qui est un vent moyen synoptique d'ouest (mistral) à 15 m/s (54 km/h) et l'effet de la pente, traduit en vent résultant Vr. Ce vent résultant est la composante des vecteurs :

- vent local (source OPTIFLOW) : VI
- vent effet (Ve) de pente sur l'incendie dont la direction est la ligne de plus grande pente et la vitesse est calculée selon la formule :  $Ve \text{ (en m/s)} = \text{pente en \%} / 10$

$$Vr \text{ (en m/s)} = \text{modèle fonction (VI et Ve)}$$

### **4° Carte d'intensité du front de feu : Pf**

Les trois couches précédentes sont croisées à l'aide de l'outil d'analyse d'un système d'information pour donner la carte d'intensité du front de feu par application de la formule de Byram qui permet de calculer la puissance d'un front de feu.

$$Pf = M \times C \times Vp \text{ en kW/m}$$
 avec :

- M : Masse sèche de combustible brûlé en g/m<sup>2</sup>
- C : Chaleur spécifique de combustion en J/g
- Vp : Vitesse de propagation du feu en m/s

Pour appliquer la formule de Byram à partir des paramètres cartographiés les calculs suivants sont réalisés:

- ① M x C est calculé à partir des indices Ic et E selon la formule :

$$M \times C = 8000 \times Ic (1 + E/20) \text{ en kJ} \times 100/\text{m}^2$$

- ② Vp est calculé à partir du vent résultant (Vr) et de K un coefficient de réduction du vent à mi-flamme qui traduit la réduction de la vitesse de propagation du feu liée à la végétation (effet de rugosité et écran thermique)

$$Vp = \text{racine carrée de (Vr} \times K/100) \text{ en m/s}$$

- K = 0,8 pour les végétations rases
- K = 0,7 pour les peuplements ouverts
- K = 0,6 pour les peuplements arborés

Le résultat final est donc l'intensité du front de feu exprimée en kW/m de front de flamme. (voir correspondance dans le tableau 1)

Le calcul est effectué pour chaque pixel de 15 m x 15 m. L'expression définitive de l'intensité d'un pixel résulte ensuite d'un lissage par rapport aux pixels voisins selon le calcul représenté en graphique 1 et qui traduit le fait que la puissance de l'incendie en un point est influencée par la puissance des points voisins situés à l'amont par rapport à l'axe de propagation. L'influence peut se traduire par une majoration comme par une minoration (si les points amont induisent une baisse de la puissance du feu par réduction ou absence de végétation par exemple).

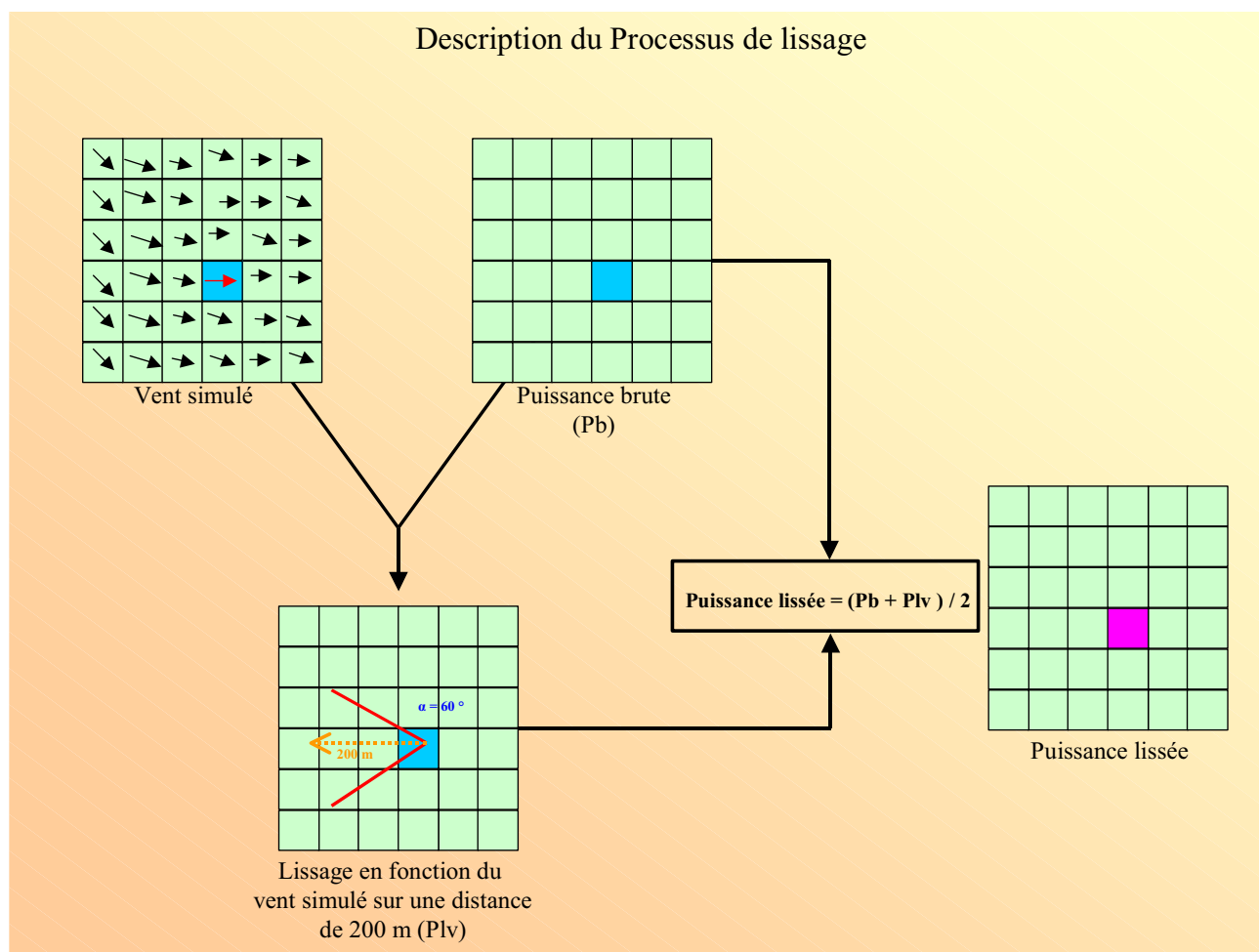
On définit ainsi 5 niveaux d'aléa, qui sont représentés sur un plan topographique au 1/15 000 ème au pas de 100 m x 100 m.



**Tableau 1 – Classification de l'intensité (CEMAGREF)**

| Niveau           | Paramètres physiques                                            | Effets sur les enjeux                                                                                                |
|------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Très faible<br>1 | $P < 350 \text{ kW/m}$<br>$V < 400 \text{ m/h}$                 | Pas de dégât aux bâtiments<br>Sous bois partiellement brûlés                                                         |
| Faible<br>2      | $350 < P < 1700 \text{ kW/m}$<br>$400 < V < 800 \text{ m/h}$    | Dégâts faibles aux bâtiments si respect des prescriptions<br>Tous les buissons brûlés, ainsi que les branches basses |
| Moyen<br>3       | $1700 < P < 3500 \text{ kW/m}$<br>$800 < V < 1200 \text{ m/h}$  | Dégâts faibles si respect des prescriptions, mais volets en bois brûlés<br>Troncs et cimes endommagés                |
| Elevé<br>4       | $3500 < P < 7000 \text{ kW/m}$<br>$1200 < V < 1800 \text{ m/h}$ | Dégâts aux bâtiments, même avec respect prescriptions<br>Cimes toutes brûlées                                        |
| Très élevé<br>5  | $P > 7000 \text{ kW/m}$<br>$V > 1800 \text{ m/h}$               | Dégâts aux bâtiments, même avec respect prescriptions<br>Arbres tous calcinés                                        |

**Graphique 1 - Influence des mailles voisines.**



# PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

## COMMUNE DE PEYMEINADE

### REGLEMENT

## PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET

Document annexé à l'arrêté portant approbation du plan de  
prévention des risques d'incendie de forêt

le Préfet des Alpes Maritimes

**Le Préfet des Alpes-Maritimes**

CAB-A 2439

**Dominique VIAN**

|                                            |                            |
|--------------------------------------------|----------------------------|
| PRESCRIPTION : 13 juin 1997                |                            |
| ENQUETE du 19 juin 2006 au 19 juillet 2006 | APPROBATION le 17 JAN 2007 |

# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| TITRE I. PORTEE DU PPRIF - DISPOSITIONS GENERALES .....                                                                                       | 1  |
| I.1. Champ d'application.....                                                                                                                 | 1  |
| I.2. Objectifs du Plan de Prévention des Risques Incendies de Forêts .....                                                                    | 1  |
| I.3. Division du territoire en zones.....                                                                                                     | 1  |
| I.4. Effets du P.P.R.....                                                                                                                     | 1  |
| TITRE II. DISPOSITIONS APPLICABLES PAR ZONES .....                                                                                            | 2  |
| II.1. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE .....                                                                                          | 2  |
| Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises .....                                                                                  | 2  |
| a) Occupations et utilisations admises sans conditions .....                                                                                  | 2  |
| b) Occupations et utilisations admises sous conditions .....                                                                                  | 2  |
| Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites .....                                                                               | 2  |
| Article 3 - Accès et voirie .....                                                                                                             | 3  |
| Article 4 - Desserte par les réseaux .....                                                                                                    | 3  |
| Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité .....                                               | 3  |
| Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures .....                                                                       | 3  |
| Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants ..... | 4  |
| II.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B0.....                                                                                             | 5  |
| Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises .....                                                                                  | 5  |
| a) Occupations et utilisations admises sans conditions .....                                                                                  | 5  |
| b) Occupations et utilisations admises sous conditions .....                                                                                  | 5  |
| c) Opérations d'aménagement .....                                                                                                             | 5  |
| d) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées aux a), b) et c).....                                                      | 6  |
| Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites .....                                                                               | 7  |
| Article 3 - Accès et voirie .....                                                                                                             | 7  |
| Article 4 - Desserte par les réseaux .....                                                                                                    | 7  |
| Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité .....                                               | 8  |
| Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures .....                                                                       | 8  |
| Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants ..... | 9  |
| II.3. DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B1 .....                                                                                            | 10 |
| Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises .....                                                                                  | 10 |
| a) Occupations et utilisations admises sans conditions .....                                                                                  | 10 |
| b) Occupations et utilisations admises sous conditions .....                                                                                  | 10 |
| c) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées aux a) et b).....                                                          | 10 |
| Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites .....                                                                               | 11 |
| Article 3 - Accès et voirie .....                                                                                                             | 11 |
| Article 4 - Desserte par les réseaux .....                                                                                                    | 11 |
| Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité .....                                               | 12 |
| Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures .....                                                                       | 12 |



|                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants ..... | 13 |
| II.4. DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B2 .....                                                                                            | 14 |
| Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises .....                                                                                  | 14 |
| a) Occupations et utilisations admises sans conditions .....                                                                                  | 14 |
| b) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées au a) .....                                                                | 14 |
| Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites .....                                                                               | 14 |
| Article 3 - Accès et voirie .....                                                                                                             | 14 |
| Article 4 - Desserte par les réseaux .....                                                                                                    | 15 |
| Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité .....                                               | 15 |
| Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d’hydrocarbures .....                                                                       | 15 |
| Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants ..... | 16 |
| TITRE III. MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE                                                                              |    |
| INCOMBANT A LA COMMUNE .....                                                                                                                  | 17 |
| III.1. POINTS D'EAU .....                                                                                                                     | 17 |
| III.2. AMENAGEMENT DE VOIRIE .....                                                                                                            | 17 |
| III.3. CREATION ET ENTRETIEN DE ZONES DEBROUSSAILLEES : .....                                                                                 | 18 |
| III.4. PLANS DE SECOURS .....                                                                                                                 | 18 |
| TITRE IV. DISPOSITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS                                                                             |    |
| RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) .....                                                                                                             | 18 |
| ANNEXE 1 Liste des dispositions de nature à réduire le risque .....                                                                           | 19 |
| ANNEXE 2 Dimensions minimales à respecter pour les "TE" ou les plates-formes de retournement aux VOIES-ENGINS .....                           | 21 |

## **TITRE I. PORTEE DU PPRIF - DISPOSITIONS GENERALES**

### **I.1. Champ d'application**

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Peymeinade.

### **I.2. Objectifs du Plan de Prévention des Risques Incendies de Forêts**

Les objectifs du PPRIF sont de :

- Réduire le nombre de personnes exposées à un risque incendie de forêt,
- Améliorer la sécurité des personnes exposées à un risque incendie de forêt,
- Limiter les dommages aux biens et activités exposés à un risque incendie de forêt.

Ces objectifs conduisent à :

- Limiter ou interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses,
- Prescrire la réalisation d'équipements visant à améliorer la défense contre l'incendie,
- Limiter les probabilités de départ de feu.

### **I.3. Division du territoire en zones**

Le P.P.R. comprend 3 "zones de risques d'incendie de forêts", dont 2 zones exposées au risque dites zones de danger et 1 zone non exposée :

- une zone de danger fort (dénommée zone rouge) dans laquelle les phénomènes peuvent atteindre une grande ampleur au regard des conditions actuelles d'occupation de l'espace et des contraintes de lutte.
- une zone de danger limité (dénommée zone bleue) dans laquelle des parades peuvent être réalisées de manière collective ou individuelle pour supprimer ou réduire fortement le risque.

Trois secteurs y ont été distingués :

- un secteur B0 de danger moyen : secteur à enjeux défendables après équipement,
  - un secteur B1 de danger modéré (avec un sous-secteur B1a),
  - un secteur B2 de danger faible.
- une zone non exposée au risque ou à risque très faible à nul (dénommée zone blanche) sans prescription spécifique au titre des incendies de forêt (dans cette zone l'implantation de poteaux d'incendie reste obligatoire au titre de la réglementation pour la protection des habitations).

### **I.4. Effets du P.P.R.**

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan local d'urbanisme (P.L.U.), conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme ou au plan d'occupation des sols en tenant lieu.

## **TITRE II. DISPOSITIONS APPLICABLES PAR ZONES**

### **II.1.DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE ROUGE**

#### **Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises**

##### **a) Occupations et utilisations admises sans conditions**

- les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les risques d'incendie de forêts ;
- les piscines privées et bassins ;
- la construction de lignes électriques de type HTB et THT.

##### **b) Occupations et utilisations admises sous conditions**

- les travaux d'entretien et de gestion courants ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les annexes des bâtiments d'habitation (garages, abris de jardin...) sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles n'aggravent pas les risques ou leurs effets ;
- la reconstruction d'un bâtiment sinistré (sous réserve que l'origine du sinistre ne soit pas liée à un incendie de forêt), à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les locaux techniques nécessaires à la gestion agricole ou forestière de la zone (entrepôts à matériel, engins, stockage des récoltes...) à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets ;
- la construction de lignes électriques de type BT et HTA. à condition d'être réalisées en conducteurs isolés ;
- les infrastructures de transport, les réseaux techniques et les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (cimetières, déchetteries...) à condition de compenser les éventuels risques induits. Ces équipements seront soumis pour avis à la sous commission relative à la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et garrigue ;
- une extension mesurée unique limitée à 15 m<sup>2</sup> de SHON de l'habitation existante sous réserve d'un hydrant normalisé situé à moins de 150 mètres du projet.

#### **Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites**

Tous travaux, ouvrages, aménagements ou constructions de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1.



### **Article 3 - Accès et voirie**

Sur les parcelles ou parties de parcelles où le débroussaillage n'est pas obligatoire au titre de l'article 7, l'Etat et les collectivités territoriales propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les sociétés concessionnaires des autoroutes, procèdent à leurs frais au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé, sur une bande dont la largeur est fixée par arrêté préfectoral .

Ces dispositions sont applicables aux voies privées ouvertes à la circulation du public.

### **Article 4 - Desserte par les réseaux**

#### Définition préalable :

Un point d'eau normalisé est constitué :

- soit par un poteau d'incendie relié à un réseau normalisé (débit : 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression résiduelle de 1 bar),
- soit par un réservoir public ou géré par une association syndicale de propriétaires (ASL) créée conformément à l'ordonnance du 1er juillet 2004, de 120 m<sup>3</sup> ou auto alimenté fournissant 120 m<sup>3</sup> en 2 heures accessible aux services incendies. Cet ouvrage devra être réceptionné par le service d'incendie afin de s'assurer de son accessibilité, manœuvre et conformité,
- soit toute solution technique mixte agréée par le service incendie.

### **Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité**

Sans objet

### **Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures**

En raison de sa situation en zone de danger, le maître d'ouvrage et le constructeur de l'extension du bâtiment projetée ou de la rénovation d'un bâtiment existant, devront s'assurer que ce bâtiment dispose des caractéristiques techniques permettant d'assurer, en sécurité, le confinement de ses habitants en cas de feux de forêt (annexe 1 Règles de construction).

L'installation aérienne de réserves d'hydrocarbures (liquéfiés et liquides) ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les bâtiments sont interdits.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à la suppression de celles-ci et, éventuellement, à leur remplacement par des citernes enterrées ou enfouies.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent P.P.R., et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.

Les mesures à réaliser ne peuvent entraîner un coût de réalisation supérieur à 10 % de la valeur vénale estimée du bien à la date d'approbation du présent P.P.R.

Il est recommandé aux propriétaires des bâtiments existants de s'assurer du respect de mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences (annexe 1 Prévention des risques d'incendie).

## **Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants**

Pour lutter efficacement contre les incendies de forêt et en limiter les conséquences, il est nécessaire, à proximité des constructions, de réduire la biomasse facilement combustible par débroussaillage, de disposer d'eau en quantité et pression suffisantes et de pouvoir circuler sans risque sur les voies d'accès.

Les arbres sont élagués et leur taille est entretenue de telle sorte que **les premiers feuillages soient maintenus à une distance minimale de 10 mètres de tout point des constructions.**

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones répondant à l'une des situations suivantes :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, **sur une profondeur de cent mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, **sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie** ;
- b) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1, et L.322-2 du code de l'urbanisme (zones d'aménagement concertées, lotissements, associations foncières urbaines) ;
- d) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme (camping et stationnement de caravanes) ;
- e) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la prévention des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droits.

Dans les cas mentionnés au a) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droits.

Dans les cas mentionnés aux b), c) et d) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droits.

## **II.2.DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B0**

### **Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises**

#### **a) Occupations et utilisations admises sans conditions**

- les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les risques d'incendie de forêts ;
- les piscines privées et bassins ;
- la construction de lignes électriques de type HTB et THT.

#### **b) Occupations et utilisations admises sous conditions**

- les travaux d'entretien et de gestion courants ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les changements de destination des bâtiments à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les annexes des bâtiments d'habitation (garages, abris de jardin...) sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles n'aggravent pas les risques ou leurs effets ;
- la reconstruction d'un bâtiment sinistré, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les locaux techniques nécessaires à la gestion agricole ou forestière de la zone (entrepôts à matériel, engins, stockage des récoltes...) à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets ;
- la construction de lignes électriques de type BT et HTA. à condition d'être réalisées en conducteurs isolés ;
- les infrastructures de transport, les réseaux techniques et les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (cimetières, déchetteries...) à condition de compenser les éventuels risques induits. Ces équipements seront soumis pour avis à la sous commission relative à la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et garrigue ;
- une extension mesurée unique limitée à 15 m<sup>2</sup> de SHON de l'habitation existante sous réserve d'un hydrant normalisé situé à moins de 150 mètres du projet.

#### **c) Opérations d'aménagement**

- Les opérations d'aménagement (lotissement ou zone d'aménagement concerté) sont autorisées à condition que le programme des travaux prévus comprenne au moins :
  - une voie située entre le massif et le périmètre à protéger, répondant aux caractéristiques suivantes :
    - bande de roulement de largeur minimum de 3,5 mètres, pente en long inférieure à 15 %, rayons de courbure supérieurs à 9 mètres si elle est réservée au seul usage des pompiers. Si cette voie sert aussi de desserte des constructions la largeur minimale de la bande de roulement est portée à 5 mètres.
    - deux issues sur des voiries du réseau public, elles mêmes de caractéristiques telles qu'elles permettent le croisement de deux véhicules sans ralentissement.



- ◆ un réseau de points d'eau normalisés (voir définition à l'article 4 ) le long de cette voie avec au minimum un point d'eau normalisé à chaque extrémité de celle-ci et, si sa longueur dépasse 300 mètres, une succession de points d'eau normalisés dont l'espacement devra être inférieur à 300 mètres,

- ◆ des sur-largeurs de 3 mètres de large sur 15 mètres de long au niveau de chaque point d'eau normalisé.

**A l'issue de leur réalisation, ces équipements doivent faire l'objet d'un agrément préfectoral.**

Cet agrément est notifié au maire de la commune concernée et annexé au présent PPRIF.

Une fois cet agrément obtenu, s'appliquent les règles précisées aux articles 3 à 7.

Le refus de l'agrément préfectoral suite à la réalisation d'équipements de protection aura pour effet de n'autoriser que les occupations et utilisations visées aux a) et b) de l'article 1 du paragraphe II.2.

**Le maintien en condition d'utilisation des ouvrages est à la charge du maître d'ouvrage qui les a réalisés ou d'une association syndicale de propriétaires (ASL).**

**d) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées aux a), b) et c)**

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises qu'après réalisation d'équipements de protection. Ceux-ci doivent être proportionnés au risque et notamment comprendre :

- ◆ une voie située entre le massif et le périmètre à protéger, répondant aux caractéristiques suivantes :

- bande de roulement de largeur minimum de 3,5 mètres, pente en long inférieure à 15 %, rayons de courbure supérieurs à 9 mètres si elle est réservée au seul usage des pompiers. Si cette voie sert aussi de desserte des constructions la largeur minimale de la bande de roulement est portée à 5 mètres.

- deux issues sur des voiries du réseau public, elles mêmes de caractéristiques telles qu'elles permettent le croisement de deux véhicules sans ralentissement.

- ◆ une bande débroussaillée et maintenue en état débroussaillé de 100 mètres de large coté espace naturel, à partir de la voie ci-dessus,

- ◆ un réseau de points d'eau normalisés (voir définition à l'article 4 ) le long de cette voie avec au minimum un point d'eau normalisé à chaque extrémité de celle-ci et, si sa longueur dépasse 300 mètres, une succession de points d'eau normalisés dont l'espacement devra être inférieur à 300 mètres,

- ◆ des sur-largeurs de 3 mètres de large sur 15 mètres de long au niveau de chaque point d'eau normalisé.

**Ces équipements doivent faire l'objet d'un agrément préfectoral à l'issue de leur réalisation.**

Cet agrément est notifié au maire de la commune concernée et annexé au présent PPRIF.

Une fois cet agrément obtenu, s'appliquent les règles précisées aux articles 3 à 7.

Le refus de l'agrément préfectoral suite à la réalisation d'équipements de protection aura pour effet de n'autoriser que les occupations et utilisations visées aux a) et b) de l'article 1 du paragraphe II.2.

**Le maintien en condition d'utilisation des ouvrages est à la charge du maître d'ouvrage qui les a réalisés ou d'une association syndicale de propriétaires (ASL).**

## **Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites**

Tous travaux, ouvrages, aménagements ou constructions de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1.

Sont interdits, même après réalisation des équipements de protection prescrits à l'article 1§c) :

- les installations classées présentant un danger d'explosion, d'émanation de produits nocifs en cas d'incendie ;
- l'aménagement et l'extension des terrains de camping ou de caravanning et les habitations légères de loisirs.

## **Article 3 - Accès et voirie**

La réalisation d'une opération d'urbanisme groupée (lotissement, permis de construire groupés, Z.A.C) est soumise aux prescriptions suivantes :

- les voies internes (à double issue de préférence) ont des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 5 m ou toute autre solution agréée par le SDIS ;
- en cas d'accès en cul de sac, ceux-ci sont de longueur inférieure à 60 m et équipés en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)
- dans le cas de fermeture de la voirie interne par un portail automatique, celui-ci devra comporter un système de déverrouillage agréé par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

La réalisation d'une opération d'urbanisme individuelle est soumise aux prescriptions suivantes :

- la voie d'accès nouvellement créée a des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 3 mètres;
- en cas d'accès en cul de sac, celui-ci est de longueur inférieure à 60 m ou il est équipé en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)

Sur les parcelles ou parties de parcelles où le débroussaillage n'est pas obligatoire au titre de l'article 7, l'Etat et les collectivités territoriales propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les sociétés concessionnaires des autoroutes, procèdent à leurs frais au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé, sur une bande dont la largeur est fixée par arrêté préfectoral.

Ces dispositions sont applicables aux voies privées ouvertes à la circulation du public.

## **Article 4 - Desserte par les réseaux**

Définition préalable :

Un point d'eau normalisé est constitué :

- soit par un poteau d'incendie relié à un réseau normalisé (débit : 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression résiduelle de 1 bar),
- soit par un réservoir public ou géré par une association syndicale de propriétaires (ASL) créée conformément à l'ordonnance du 1er juillet 2004, de 120 m<sup>3</sup> ou auto alimenté fournissant 120 m<sup>3</sup> en 2 heures accessible aux services incendies. Cet ouvrage devra être réceptionné par le service d'incendie afin de s'assurer de son accessibilité, manœuvre et conformité,
- soit toute solution technique mixte agréée par le service incendie.

Toute occupation et utilisation du sol autre que celles autorisées aux a). et b). de l'article 1 ci-dessus doit être située à une **distance inférieure ou égale à 150 mètres d'un point d'eau normalisé**.

#### **Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité**

Cas d'une opération individuelle (à l'exclusion de celles réalisées dans le cadre des opérations d'urbanisme visées à l'alinéa suivant) :

- tout bâtiment d'habitation ou d'activité nouveau doit être situé à proximité d'au moins deux bâtiments à usage d'habitation ou d'activité existants, la somme des distances par rapport aux deux bâtiments existants ne devra pas excéder 100 mètres.
- Cette règle ne concerne pas une extension limitée d'un bâtiment. On entend par extension limitée une augmentation maximum de 30 % de la SHON existante sans excéder 200 m<sup>2</sup> de SHON totale.

Cas de la réalisation d'une opération d'urbanisme groupée (lotissement, permis de construire groupés, Z.A.C,...) :

- densité minimale de quatre bâtiments à l'hectare sur le territoire concerné par le projet.
- ou immeuble(s) constituant plus de 600 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre nette sur le territoire concerné par le projet.

#### **Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures**

En raison de sa situation en zone de danger, le maître d'ouvrage et le constructeur du bâtiment projeté ou de la rénovation d'un bâtiment existant, devront s'assurer que ce bâtiment dispose des caractéristiques techniques permettant d'assurer, en sécurité, le confinement de ses habitants en cas de feux de forêt (annexe 1 Règles de construction).

L'installation aérienne de réserves d'hydrocarbures (liquéfiés et liquides) ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les bâtiments sont interdits.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à la suppression de celles-ci et, éventuellement, à leur remplacement par des citernes enterrées ou enfouies.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent P.P.R., et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.

Les mesures à réaliser ne peuvent entraîner un coût de réalisation supérieur à 10 % de la valeur vénale estimée du bien à la date d'approbation du présent P.P.R.

Il est recommandé aux propriétaires des bâtiments existants de s'assurer du respect de mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences (annexe 1 Prévention des risques d'incendie).



## **Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants**

Pour lutter efficacement contre les incendies de forêt et en limiter les conséquences, il est nécessaire, à proximité des constructions, de réduire la biomasse facilement combustible par débroussaillage, de disposer d'eau en quantité et pression suffisantes et de pouvoir circuler sans risque sur les voies d'accès.

Les arbres sont élagués et leur taille est entretenue de telle sorte que les **premiers feuillages soient maintenus à une distance minimale de 10 mètres de tout point des constructions.**

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones répondant à l'une des situations suivantes :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, **sur une profondeur de cent mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, **sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie** ;
- b) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1, et L.322-2 du code de l'urbanisme (zones d'aménagement concertées, lotissements, associations foncières urbaines) ;
- d) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme (camping et stationnement de caravanes) ;
- e) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la prévention des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droits.

Dans les cas mentionnés au a) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droits.

Dans les cas mentionnés aux b), c) et d) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droits.

### **II.3.DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B1**

La zone B1 comprend un sous-secteur B1a pour lequel les articles 3 et 7 contiennent des dispositions spécifiques.

#### **Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises**

##### **a) Occupations et utilisations admises sans conditions**

- les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les risques d'incendie de forêts ;
- les piscines privées et bassins ;
- la construction de lignes électriques de type HTB et THT.

##### **b) Occupations et utilisations admises sous conditions**

- les travaux d'entretien et de gestion courants ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les changements de destination des bâtiments à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les annexes des bâtiments d'habitation (garages, abris de jardin...) sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles n'aggravent pas les risques ou leurs effets ;
- la reconstruction d'un bâtiment sinistré à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- l'aménagement des campings existants à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées ;
- les locaux techniques nécessaires à la gestion agricole ou forestière de la zone (entrepôts à matériel, engins, stockage des récoltes...) à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets ;
- la construction de lignes électriques de type BT et HTA à condition d'être réalisées en conducteurs isolés ;
- les infrastructures de transport et les réseaux techniques et les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (cimetières, déchetteries...) à condition de compenser les éventuels risques induits. Ces équipements seront soumis pour avis à la sous commission relative à la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et garrigue.

##### **c) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées aux a) et b)**

Les occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées aux a) et b) ne sont admises que si elles respectent les règles précisées aux articles 3 à 7

## **Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites**

Tous travaux, ouvrages, aménagements ou constructions de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1.

Sont en outre interdits :

- la création et l'extension des terrains de camping ou de caravanning et les habitations légères de loisirs.

## **Article 3 - Accès et voirie**

La réalisation d'une opération d'urbanisme groupée (lotissement, permis de construire groupés, Z.A.C) est soumise aux prescriptions suivantes :

- au contact d'une zone rouge ou d'un secteur B0, une voie périphérique, équipée de points d'eau normalisés, à double issue ou terminée par un dispositif agréé de retournement, sépare l'ensemble des bâtiments de la zone rouge ou du secteur B0. Une bande débroussaillée et maintenue en état débroussaillé, de 50 mètres de large (100 mètres en B1a) la borde coté espace naturel.
- les voies internes (à double issue de préférence) ont des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 5 m ou toute autre solution agréée par le SDIS ;
- en cas d'accès en cul de sac, ceux-ci sont de longueur inférieure à 60 m et équipés en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)
- dans le cas de fermeture de la voirie interne par un portail automatique, celui-ci devra comporter un système de déverrouillage agréé par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

La réalisation d'une opération d'urbanisme individuelle est soumise aux prescriptions suivantes :

- la voie d'accès nouvellement créée a des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 3 mètres;
- en cas d'accès en cul de sac, celui-ci est de longueur inférieure à 60 m ou il est équipé en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)

Sur les parcelles ou parties de parcelles où le débroussaillage n'est pas obligatoire au titre de l'article 7, l'Etat et les collectivités territoriales propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les sociétés concessionnaires des autoroutes, procèdent à leurs frais au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé, sur une bande dont la largeur est fixée par arrêté préfectoral.

Ces dispositions sont applicables aux voies privées ouvertes à la circulation du public.

## **Article 4 - Desserte par les réseaux**

Définition préalable :

Un point d'eau normalisé est constitué :

- soit par un poteau d'incendie relié à un réseau normalisé (débit : 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression résiduelle de 1 bar),
- soit par un réservoir public ou géré par une association syndicale de propriétaires (ASL) créée conformément à l'ordonnance du 1er juillet 2004, de 120 m<sup>3</sup> ou auto alimenté fournissant 120 m<sup>3</sup> en 2 heures accessible aux services incendies. Cet ouvrage devra être réceptionné par le service d'incendie afin de s'assurer de son accessibilité, manœuvre et conformité,
- soit toute solution technique mixte agréée par le service incendie.

Toute occupation et utilisation du sol autres que celles autorisées aux a). et b). de l'article 1 ci-dessus doit être située à une **distance inférieure ou égale à 150 mètres d'un point d'eau normalisé**.

#### **Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité**

Cas d'une opération individuelle (à l'exclusion de celles réalisées dans le cadre des opérations d'urbanisme visées à l'alinéa suivant) :

- tout bâtiment d'habitation ou d'activité nouveau doit être situé à proximité d'au moins deux bâtiments à usage d'habitation ou d'activité existants, la somme des distances par rapport aux deux bâtiments existants ne devra pas excéder 100 mètres.
- Cette règle ne concerne pas une extension limitée d'un bâtiment existant. On entend par extension limitée une augmentation maximum de 30 % de la SHON existante sans excéder 200 m<sup>2</sup> de SHON totale.

Cas de la réalisation d'une opération d'urbanisme groupée (lotissement, permis de construire groupés, Z.A.C,...) :

- densité minimale de quatre bâtiments à l'hectare sur le territoire concerné par le projet
- ou immeuble(s) constituant plus de 600 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre nette sur le territoire concerné par le projet.

#### **Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures**

En raison de sa situation en zone de danger, le maître d'ouvrage et le constructeur du bâtiment projeté ou de la rénovation d'un bâtiment existant, devront s'assurer que ce bâtiment dispose des caractéristiques techniques permettant d'assurer, en sécurité, le confinement de ses habitants en cas de feux de forêt (annexe 1 Règles de construction).

L'installation aérienne de réserves d'hydrocarbures (liquéfiés et liquides) ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les bâtiments sont interdits.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à la suppression de celles-ci et, éventuellement, à leur remplacement par des citernes enterrées ou enfouies.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent P.P.R., et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.

Les mesures à réaliser ne peuvent entraîner un coût de réalisation supérieur à 10 % de la valeur vénale estimée du bien à la date d'approbation du présent P.P.R.

Il est recommandé aux propriétaires des bâtiments existants de s'assurer du respect de mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences (annexe 1 Prévention des risques d'incendie).



## **Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants**

Pour lutter efficacement contre les incendies de forêt et en limiter les conséquences, il est nécessaire, à proximité des constructions, de réduire la biomasse facilement combustible par débroussaillage, de disposer d'eau en quantité et pression suffisantes et de pouvoir circuler sans risque sur les voies d'accès.

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones répondant à l'une des situations suivantes :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, **sur une profondeur de cent mètres dans le secteur B1a** et sur une **profondeur de cinquante mètres dans le secteur B1**, ainsi que des voies privées y donnant accès, **sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie** ;
- b) Abords des installations classées présentant un danger d'explosion, d'émanation de produits nocifs en cas d'incendie, sur une profondeur de cent mètres ;
- c) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- d) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1, et L.322-2 du code de l'urbanisme (zones d'aménagement concertées, lotissements, associations foncières urbaines) ;
- e) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme (camping et stationnement de caravanes) ;
- f) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la prévention des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droits.

Dans les cas mentionnés au a) et b) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droits.

Dans les cas mentionnés aux c), d) et e) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droits.

## **II.4.DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR B2**

### **Article 1 - Occupations et utilisations du sol admises**

#### **a) Occupations et utilisations admises sans conditions**

- les aménagements, travaux et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les risques d'incendie de forêts ;
- les piscines privées et bassins ;
- la construction de lignes électriques ;
- les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants ainsi que les travaux de mise aux normes de confort des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent projet ;
- les changements de destination des bâtiments ;
- la reconstruction d'un bâtiment sinistré ;
- les annexes des bâtiments d'habitation (garages, abris de jardin) ;
- les locaux techniques nécessaires à la gestion agricole ou forestière de la zone (entrepôts à matériel, engins, stockage des récoltes...) à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets ;
- extension limitée d'un bâtiment existant. On entend par extension limitée une augmentation maximum de 30 % de la SHON existante sans excéder 200 m<sup>2</sup> de SHON totale.

#### **b) Occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées au a)**

Les occupations et utilisations du sol autres que celles autorisées au a) ne sont admises que si elles respectent les règles précisées aux articles 3 à 7.

### **Article 2 - Occupations et utilisations du sol interdites**

Tous travaux, ouvrages, aménagements ou constructions de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1.

### **Article 3 - Accès et voirie**

La réalisation d'une opération d'urbanisme groupée (lotissement, permis de construire groupés, Z.A.C) est soumise aux prescriptions suivantes :

- les voies internes (à double issue de préférence) ont des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 5 m ou toute autre solution agréée par le SDIS ;
- en cas d'accès en cul de sac, ceux-ci sont de longueur inférieure à 60 m et équipés en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)
- dans le cas de fermeture de la voirie interne par un portail automatique, celui-ci devra comporter un système de déverrouillage agréé par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

La réalisation d'une opération d'urbanisme individuelle est soumise aux prescriptions suivantes :

- la voie d'accès nouvellement créée a des rayons de courbure supérieurs à 9 mètres, une pente en long inférieure à 15 %, et une bande de roulement d'une largeur minimum de 3 mètres;
- en cas d'accès en cul de sac, celui-ci est de longueur inférieure à 60 m ou il est équipé en bout d'une aire ou d'un TE de retournement réglementaires (voir schéma en annexe 2)

Dans les zones situées à moins de 200 mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations ou reboisements, sur les parcelles ou parties de parcelles où le débroussaillage n'est pas obligatoire au titre de l'article 7, l'Etat et les collectivités territoriales propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les sociétés concessionnaires des autoroutes, procèdent à leurs frais au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé, sur une bande dont la largeur est fixée par arrêté préfectoral.

Ces dispositions sont applicables aux voies privées ouvertes à la circulation du public.

#### **Article 4 - Desserte par les réseaux**

Définition préalable :

Un point d'eau normalisé est constitué :

- soit par un poteau d'incendie relié à un réseau normalisé (débit : 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression résiduelle de 1 bar),
- soit par un réservoir public ou géré par une association syndicale de propriétaires (ASL) créée conformément à l'ordonnance du 1er juillet 2004, de 120 m<sup>3</sup> ou auto alimenté fournissant 120 m<sup>3</sup> en 2 heures accessible aux services incendies. Cet ouvrage devra être réceptionné par le service d'incendie afin de s'assurer de son accessibilité, manœuvre et conformité,
- soit toute solution technique mixte agréée par le service incendie.

Toute occupation et utilisation du sol autres que celles autorisées aux a). et b). de l'article 1 ci-dessus doit :

- soit être située à **une distance inférieure ou égale à 200 mètres d'un point d'eau normalisé**,
- soit disposer sur le terrain d'une réserve d'eau existante, de 120 m<sup>3</sup> minimum. Cet ouvrage devra être réceptionné par le service d'incendie afin de s'assurer de son accessibilité, manœuvre et conformité.

#### **Article 5 - Caractéristiques des terrains – distance aux constructions voisines – densité**

Sans objet

#### **Article 6 - Dispositions constructives – Réserves d'hydrocarbures**

L'installation aérienne de réserves d'hydrocarbures (liquéfiés et liquides) ainsi que le passage à l'air libre des canalisations alimentant les bâtiments est interdit.

Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à la suppression de celles-ci et, éventuellement, à leur remplacement par des citernes enterrées ou enfouies.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies à une profondeur réglementaire - aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent P.P.R., et sans excéder les cinq ans prévus à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995.

Les mesures à réaliser ne peuvent entraîner un coût de réalisation supérieur à 10 % de la valeur vénale estimée du bien à la date d'approbation du présent P.P.R.

Il est recommandé aux propriétaires des bâtiments à créer, à rénover ou existants de s'assurer du respect de mesures techniques appropriées pour se prémunir contre le risque d'incendie de forêt ou pour en limiter les conséquences (annexe 1 Règles de construction et Prévention des risques d'incendie).

#### **Article 7 - Espaces libres et plantations, espaces naturels - dispositions applicables aux projets autorisés et aux bâtiments existants**

Pour lutter efficacement contre les incendies de forêt et en limiter les conséquences, il est nécessaire, à proximité des constructions, de réduire la biomasse facilement combustible par débroussaillage, de disposer d'eau en quantité et pression suffisantes et de pouvoir circuler sans risque sur les voies d'accès.

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones répondant à l'une des situations suivantes :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, **sur une profondeur de cinquante mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, **sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie** ;
- b) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;
- c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1, et L.322-2 du code de l'urbanisme (zones d'aménagement concertées, lotissements, associations foncières urbaines) ;
- d) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme (camping et stationnement de caravanes) ;
- e) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la prévention des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droits.

Dans les cas mentionnés au a) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droits.

Dans les cas mentionnés aux b), c) et d) ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droits.



### TITRE III. MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE INCOMBANT A LA COMMUNE

#### III.1. POINTS D'EAU

La commune procédera à la mise en place de points d'eau normalisés de façon à ce qu'aucun bâtiment ne soit situé à une distance supérieure à 150 mètres (ou 200 m en zone B2) d'un point d'eau normalisé. Les travaux devront être réalisés dans les meilleurs délais selon les deux niveaux d'urgence suivants :

1<sup>ère</sup> urgence : délai maximal de deux ans à compter de l'approbation du présent P.P.R.

2<sup>ème</sup> urgence : délai maximal de cinq ans à compter de l'approbation du présent P.P.R.

| Quartier                                | Points d'eau normalisés à réaliser en 1ère urgence | Points d'eau normalisés à réaliser en 2ème urgence |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Impasse de la Frayère                   | C1a                                                | C2n                                                |
| Chemin des Saouves                      | C1b                                                |                                                    |
| L'Apier                                 | C1c                                                |                                                    |
| Chemin de Picourenc                     | C1d                                                |                                                    |
| Avenue Joseph Cauvin                    |                                                    | C2a- C2b                                           |
| Chemin des Maures et des Adrets         |                                                    | C2c                                                |
| Chemin du Candéou                       |                                                    | C2d – C2f                                          |
| Chemin des Restanques                   |                                                    | C2e                                                |
| Chemin des Oliviers                     |                                                    | C2g                                                |
| Avenue de Peygros                       |                                                    | C2h                                                |
| Chemin vers le laboratoire scientifique |                                                    | C2k                                                |
| Avenue de Peygros                       |                                                    | C2i – C2j                                          |
| Le Candéou                              |                                                    | C2l – C2m                                          |
| <b>Total</b>                            | <b>4</b>                                           | <b>14</b>                                          |

| Quartier             | Points d'eau à normaliser en 1ère urgence | Points d'eau à normaliser en 2ème urgence |
|----------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Le Candéou           | N° 1 – 2 - 3                              |                                           |
| Avenue de Peygros    | N° 9 – 14 - 15                            |                                           |
| Riviera              | N° 11-12-13-20                            |                                           |
| Chemin de la Frayère | N° 132-133                                |                                           |
| <b>Total</b>         | <b>12</b>                                 | <b>0</b>                                  |

*Certains travaux sont à réaliser par les ASL en charge des équipements privés.*

#### III.2. AMENAGEMENT DE VOIRIE

La commune prendra toute disposition de nature à améliorer l'accès et le passage des secours ainsi que l'éventuelle évacuation simultanée des personnes menacées.

- **Création de voies de bouclage :**

- Création d'une voie entre les habitations du quartier de l'Apier et l'espace naturel.
- Création d'une voie de liaison entre le chemin de Montfaraude et l'avenue de Peygros.
- Création d'une voie entre les habitations du quartier du Candéou et l'espace naturel
- Création d'une voie entre les habitations du quartier Riviera et l'espace naturel

Ces voies de bouclage doivent être équipées d'hydrants normalisés (poteaux d'incendie reliés à un réseau normalisé ou réservoirs publics normalisés), avec maintien côté espace naturel de l'ouvrage d'une bande débroussaillée de 50 m de large.

### **III.3. CREATION ET ENTRETIEN DE ZONES DEBROUSSAILLEES :**

Seront créés et entretenus :

- une bande de 50 m côté espace naturel des voies à créer en application du titre précédent;

### **III.4. PLANS DE SECOURS**

Compte tenu de la nature et de l'importance des risques, la commune devra élaborer et mettre en œuvre un plan de secours pour les habitations et les établissements recevant du public existant situés dans les zones de danger fort (R) et les secteurs de danger moyen (B0), dans un délai de deux ans.

Pour les établissements recevant du public situés en secteur de danger modéré (B1 et B1a), la commune devra réaliser une évaluation pour définir au cas par cas la nécessité d'élaborer et mettre en œuvre un plan de secours.

## **TITRE IV. DISPOSITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)**

Pour les établissements recevant du public situés en zones de danger moyen à fort, la mise en place d'aspenseurs ou de tout autre dispositif validé par la sous-commission relative à la sécurité contre les risques d'incendie de forêt, lande, maquis et garrigue est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du présent PPR.

Les aspenseurs doivent présenter un débit unitaire de 15 m<sup>3</sup>/h pour 500m<sup>2</sup> de surface concernée.

La surface à prendre en compte est celle dont la largeur est la ½ distance de débroussaillage (telle que définie à l'article 7 du règlement applicable à la zone concernée) et la longueur linéaire développée des façades des bâtiments à défendre.

L'autonomie demandée (quantité d'eau stockée dans des bassins à cette fin) doit assurer le fonctionnement des aspenseurs pendant 30 minutes.

Pour les établissements recevant du public situés à moins de 100 mètres d'une zone de danger moyen à fort les mêmes règles s'appliquent

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires ou des exploitants.

## ANNEXE 1

### Liste des dispositions de nature à réduire le risque

- **Règles de construction (ou rénovation)**

#### *Enveloppes*

Enveloppes des bâtiments constituées par des murs en dur présentant une durée coupe feu ½ heure. Les revêtements de façades présentant un critère de réaction au feu MO, parties de façades incluses dans le volume des vérandas comprises.

#### *Ouvertures*

L'ensemble des ouvertures occultables par des dispositifs, présentant une durée coupe feu ½ heure, les jointures assurant un maximum d'étanchéité, parties de façades incluses dans le volume des vérandas comprises.

#### *Couvertures*

Les revêtements de couvertures devront être classés en catégorie MO, partie de couverture incluse dans le volume des vérandas comprises.

Toutefois, les revêtements de couvertures classés en catégorie M1, M2, M3 peuvent être utilisés s'ils sont établis sur un support continu en matériau incombustible ou en panneaux de bois ou tout autre matériau reconnu équivalent par le Comité d'Etude et de Classification des Matériaux et des éléments de construction par rapport au danger d'incendie .

Il ne devra pas y avoir de partie combustible à la jonction entre la toiture et les murs.

#### *Cheminées*

Les conduits extérieurs

- équipés dans leur partie située au-delà de leur débouché en toiture d'un clapet coupe feu ½ heure et actionnable depuis l'intérieur de la construction ;
- réalisés en matériau MO et présentant une durée coupe feu ½ heure depuis leur débouché en toiture jusqu'au niveau du clapet coupe feu et munis d'un pare-étincelles en partie supérieure.

#### *Conduites et canalisations diverses*

Conduites et canalisations desservant l'habitation et apparentes à l'extérieur présentant une durée coupe feu de traversée ½ heure.

### *Gouttières et descentes d'eau*

Gouttières et descentes d'eau réalisées en matériaux M1 minimum.

### *Auvents*

Toitures réalisées en matériau M1 minimum et ne traversant pas les murs d'enveloppe de la construction.

### *Barbecues*

Les barbecues fixes constituant une dépendance d'habitation, équipés de dispositifs pare étincelles et de bac de récupération des cendres situés hors de l'aplomb de toute végétation.

## • **Prévention des risques d'incendie**

Placer les réserves de combustibles solides et les tas de bois à plus de 10 m des bâtiments.

Elargir les voies privées desservant les bâtiments pour permettre en tout point le croisement de 2 véhicules sans ralentissement, ni manœuvre.

Equiper les habitations disposant d'une réserve d'eau (piscine, bassin, réservoir) d'une motopompe de 15 m<sup>3</sup>/h de débit, actionnée par un moteur thermique, susceptible d'alimenter une lance de 40/14 avec l'aide de trois tuyaux de 45 mm de diamètre et de 20 m de longueur.

Remiser cet équipement dans un coffre ou une construction incombustible.

Curer régulièrement les gouttières des aiguilles et feuillages s'y trouvant pour prévenir les risques de mise à feu des toitures.

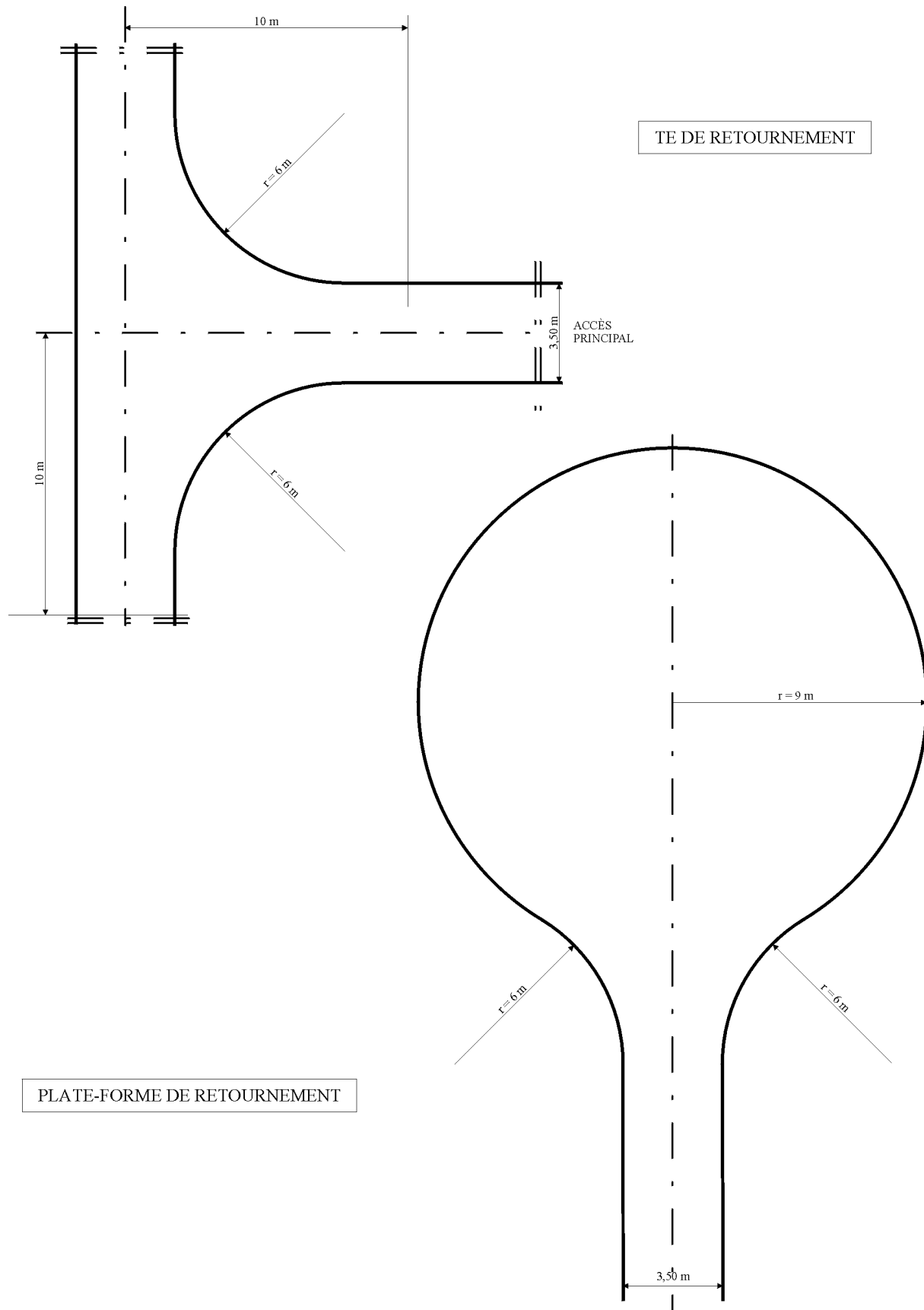
Elaguer et tailler en permanence les arbres de telle sorte que les premiers feuillages soient maintenus à une distance minimale de 3 mètres de tout point des constructions. En zone rouge et en secteur B0 cette prescription est rendue obligatoire et la distance minimale est portée à 10 mètres.

Ne pas planter à proximité du bâtiment ou de manière continue des espèces très combustibles (mimosas, cyprès,...)



## ANNEXE 2

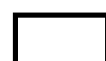
Dimensions minimales à respecter pour les "TE" ou  
les plates-formes de retournement aux VOIES-ENGINS



# Commune de Peymeinade

Plan de Prévention du Risque Incendie Feux de Forêts

## Carte d'Aléa

 Limite de commune

### Aléa

  $P < 350$  : Très faible

  $350 < P < 1700$  Kw/m: Faible

  $1700 < P < 3500$  Kw/m : Moyen

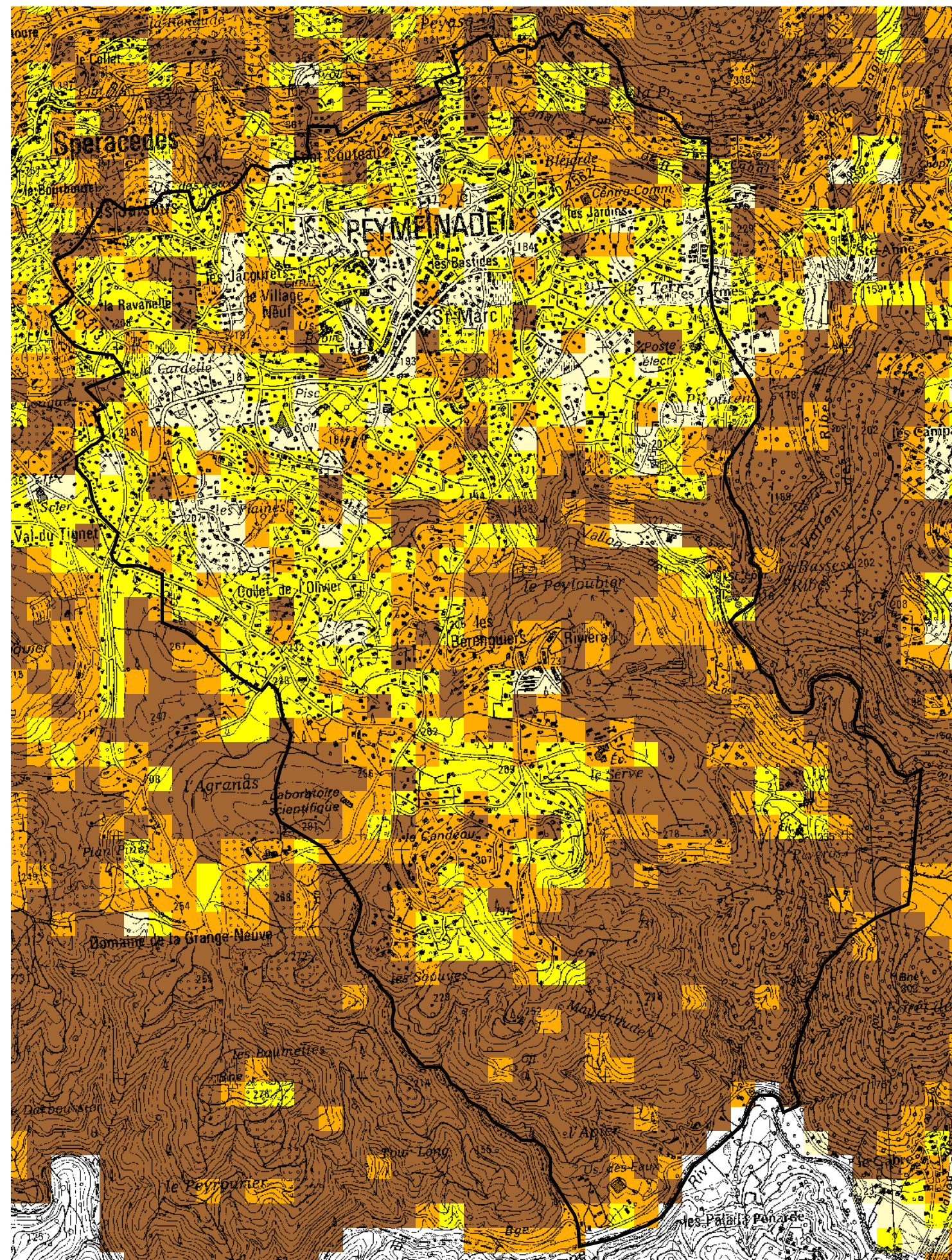
  $3500 < P < 7000$  Kw/m: Elevé

  $P > 7000$  Kw/m : Très élevé

Document annexé à l'arrêté préfectoral portant approbation du  
Plan de Prévention du Risque Incendies de Forêts  
sur la commune de Peymeinade

17 JAN. 2007  
Le Préfet des Alpes-Maritimes  
CAB-A 2439

  
Dominique VIAN





## COMMUNE DE PEYMEINADE

### PLAN de PREVENTION du RISQUE INCENDIES DE FORET

#### Carte des enjeux d'équipement (voirie)

-  Limite commune
-  Voie principale (double issue largeur supérieure à 5 mètres)
-  Voie secondaire (double issue largeur supérieure à 3 mètres)
-  Voie étroite (double issue largeur inférieure à 3 mètres)
-  Voie sans issue (largeur supérieure à 3 mètres)
-  Voie étroite sans issue

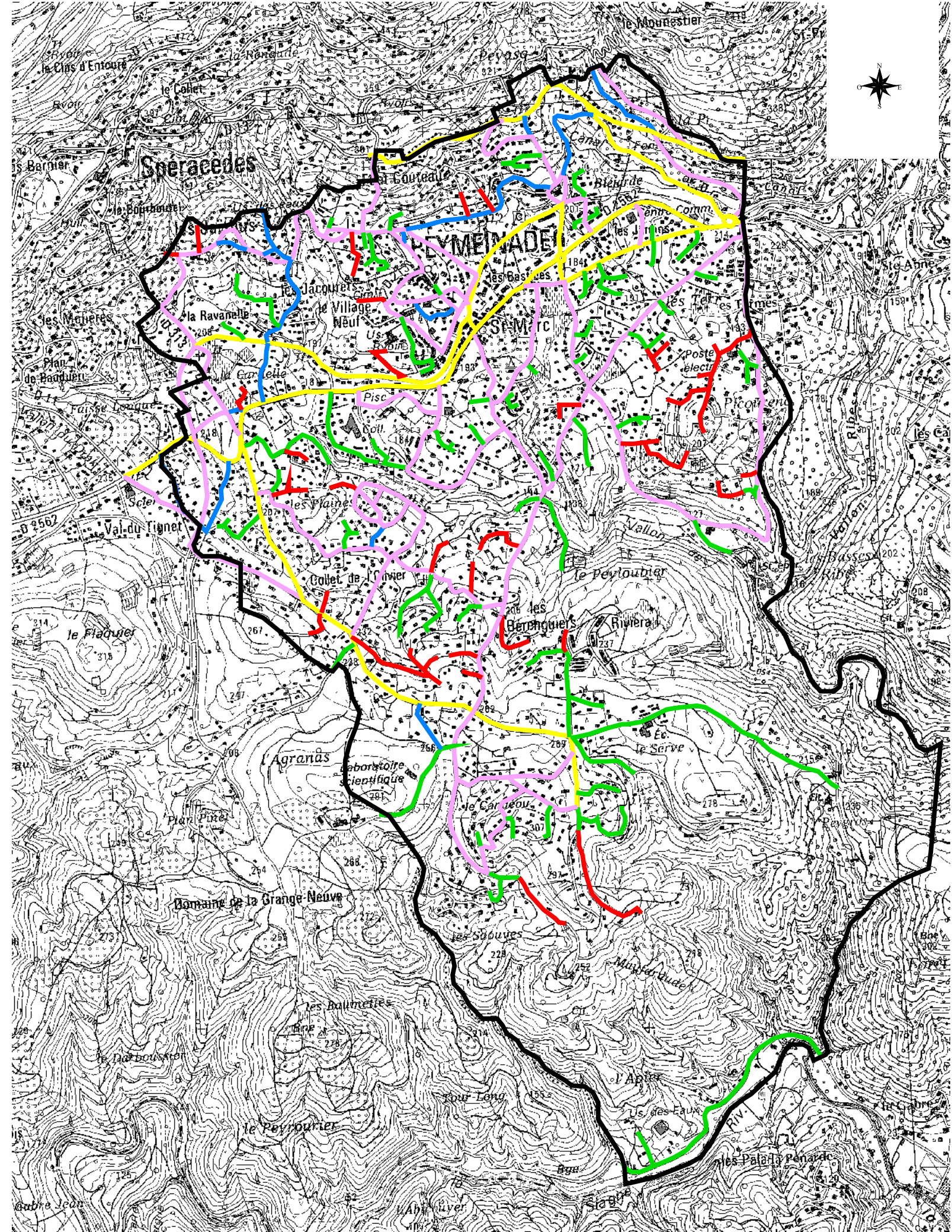
Document annexé à l'arrêté préfectoral portant approbation du  
Plan de Prévention du Risque Incendies de Forêts  
sur la commune de Peymeinade

17 JAN. 2007

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
CAB-A 2435

  
Dominique VIAN

0 200 400 600 800 1000 Mètres





# Commune de Peymeinade

Plan de Prévention du Risque Incendie Feux de Forêts

## Carte des enjeux d'occupation du sol

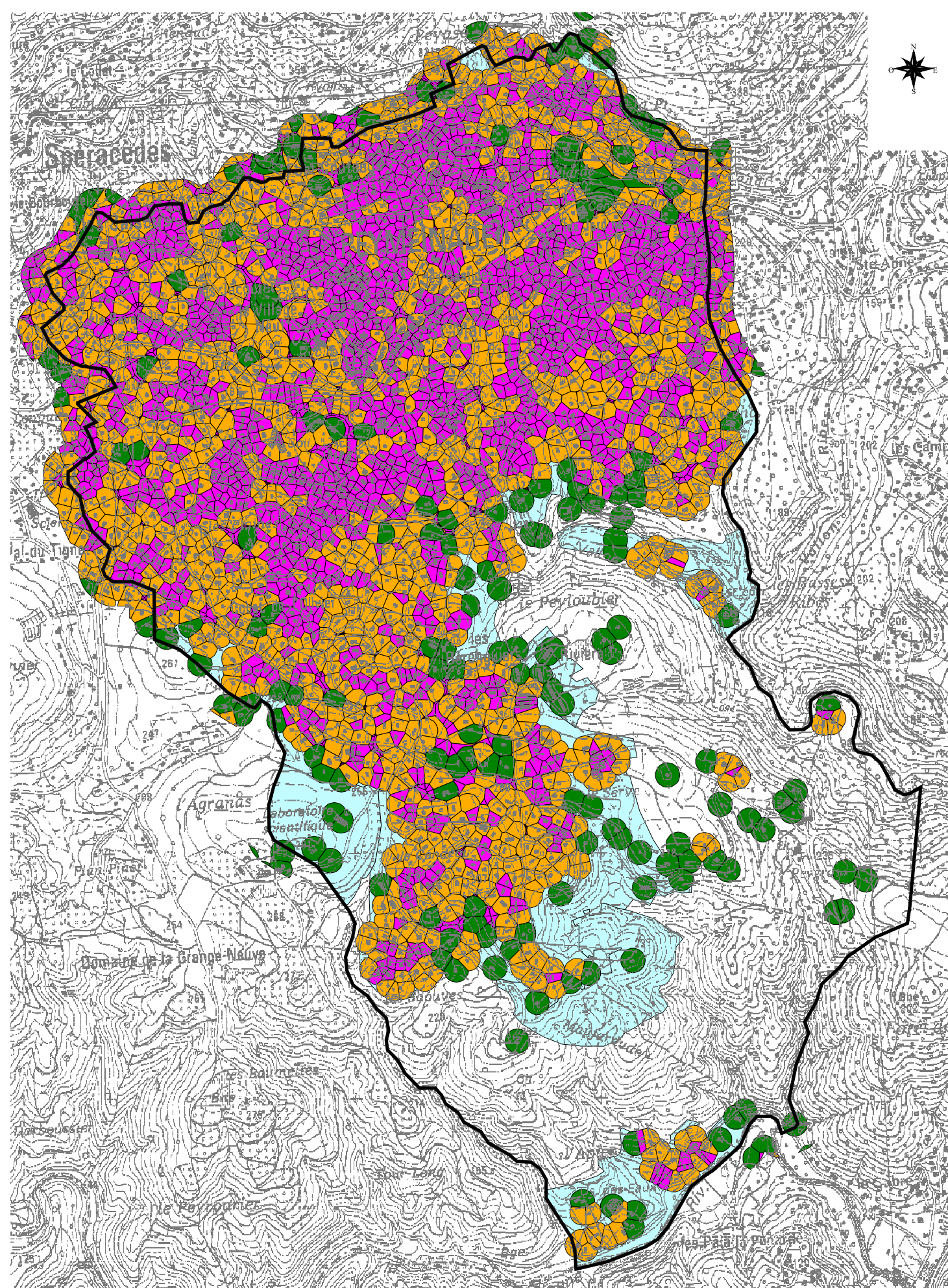
- Limite de commune
- Habitat diffus : moins de 2 hab/ha
- Habitat groupé : de 2 à 4 hab/ha
- Habitat dense: plus de 4 hab/ha
- Zone constructible au POS ( Hors NC et Hors ND)

Document annexé à l'arrêté préfectoral portant approbation du  
Plan de Prévention du Risque Incendies de Forêts  
sur la commune de Peymeinade

17 JAN 2007

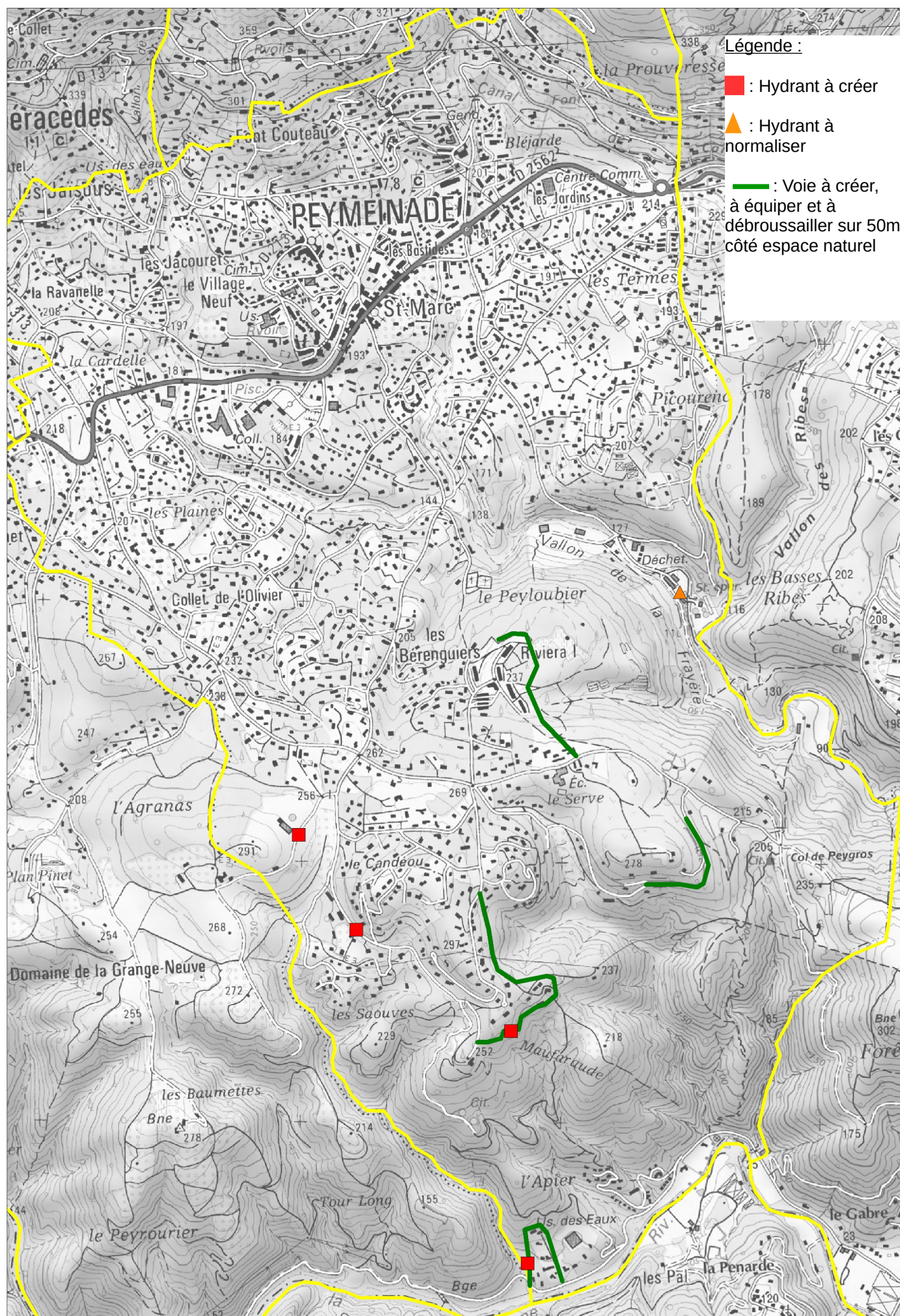
Le Préfet des Alpes-Maritimes  
CAS-R 2439

Dominique VIAN

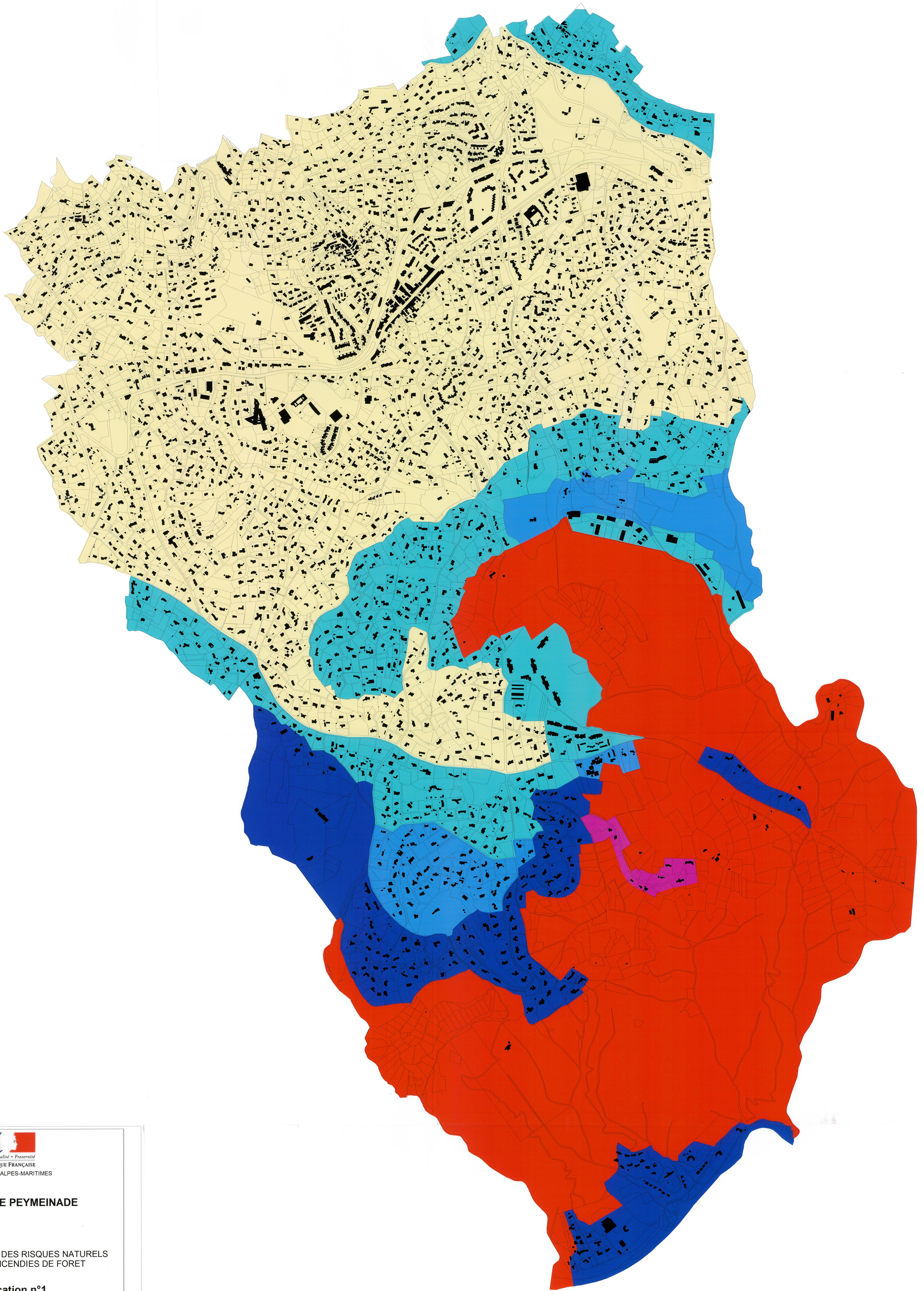




**PPRIF PEYMEINADE**  
**Travaux obligatoires restant à réaliser (mai 2017)**







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE PEYMEINADE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS  
PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET

Modification n°1

PLAN DE ZONAGE

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale  
*hmm*  
Françoise TAHERI

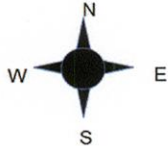
ECHELLE : 1/5000

|                                                               |
|---------------------------------------------------------------|
| Prescription de la modification du PPRIF : 7 novembre 2017    |
| Délibération du Conseil Municipal : 21 février 2018           |
| Mise à disposition du public : du 9 avril 2018 au 11 mai 2018 |
| Approbation de la modification du PPRIF : 27 JUN 2018         |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
DES ALPES-MARITIMES  
SERVICE DEPLACEMENTS – RISQUES – SECURITE

- Zonage :**
- R – Zone de danger fort
  - B0 – Zone de danger moyen (secteur à enjeux défendables)
  - B1a – Zone de danger modéré à prescriptions particulières
  - B1 – Zone de danger modéré
  - B2 – Zone de danger faible
  - Zone blanche (zone non exposée au risque)

Sources :  
Bâti et Parcelles PCI vecteur (DGI 2017)  
Echelle : 1/5000





**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**



**5.3.5. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – PT2**

**PLU arrêté le 05/10/2016**

Le Maire,

**PLU approuvé le 14/12/2017**

Le Maire,

**Alpicité**  
Nicolas BREUILLOT  
Urbanisme & Paysage



# PEYMEINADE

## PT<sub>2</sub> – TELECOMMUNICATIONS

**Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État**

### *Textes de réglementation générale*

---

- Code des postes et télécommunications électroniques, articles L. 54 à L. 56-1 ; R.21 à R.26.

### *Étendue de la servitude*

---

- Une zone spéciale de dégagement de 137 m de largeur sur une longueur de 35 219 m est définie entre les Centres radioélectriques de Mons/Lachens, n° ANFR 0060140138 et Vallauris/Voie Julia, n° ANFR 0060140166. Cette zone est figurée en vert sur le plan n° 06-018-FH du 16 février 2006 précédemment fourni.

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- A l'intérieur de cette zone, toute construction nouvelle, fixe ou mobile, sera limitée aux altitudes NGF reportées en caractères gras sur le profil et le tracé du faisceau figurés sur le plan annexé au décret précité.

### *Personne ou service à consulter*

---

MONSIEUR LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE SUD SGAMI-SUD  
54 Bd Alphonse Allais  
13014 MARSEILLE

| Désignation des centres radioélectriques                                                                                                                                                                            | Actes ayant institué les servitudes                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Parcours du faisceau hertzien : <ul style="list-style-type: none"><li>– du Centre de Mons/Lachens<br/>numéro ANFR : 0060140138.</li><li>– au Centre de Vallauris/Voie Julia,<br/>numéro ANFR : 0060140166</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>– Décret du 08/10/08</li></ul> |



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales



Décret du 08 OCT. 2008

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables autour de centres radioélectriques et sur le parcours de faisceaux hertziens

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment ses articles L.54 à L.56 et L.63 et articles R.21 à R.26 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 1 avril 2008,

Vu l'accord préalable de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi en date du 18 mars 2008,

Vu l'avis de l'agence nationale des fréquences en date du 16 avril 2008,

**Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont approuvés les plans ci-joints, fixant les limites des zones de dégagement des centres de :

- TOURRETTE-LEVENS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003),
- ASPREMONTE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083),
- PEILLE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136),
- ANTIBES (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0152),
- SAINT-LAURENT-DU-VAR (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0153),

10 N° 236 DU 09 OCT. 2008

- VENCE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0154),
- VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155),
- GRASSE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0156),
- MENTON (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0157),
- LA TURBIE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158),
- NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160),
- VILLEFRANCHE-SUR-MER (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161),
- SOSPEL (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162),
- BREIL-SUR-ROYA (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163),
- LA BRIGUE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0164),
- GRASSE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165),
- VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166),
- MONS (Var, n° ANFR : 083 014 0138),

ainsi que les zones spéciales de dégagement situées sur le parcours des faisceaux hertziens de :

- NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) à VILLEFRANCHE-SUR-MER (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161),
- VILLEFRANCHE-SUR-MER (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) à LA TURBIE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158),
- LA TURBIE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158) à MENTON (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0157),
- TOURRETTE-LEVENS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003) à VILLEFRANCHE-SUR-MER (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161),
- TOURRETTE-LEVENS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003) à SOSPEL (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162),
- SOSPEL (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162) à PEILLE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136),
- PEILLE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136) à BREIL-SUR-ROYA (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163),
- BREIL-SUR-ROYA (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163) à LA BRIGUE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0164),
- VENCE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0154) à ASPREMONT (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083),
- GRASSE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165) à GRASSE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0156),
- GRASSE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165) à VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166),
- VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166) à VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155),



- VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) à NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160),
- VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) à VILLEFRANCHE-SUR-MER (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161),
- ANTIBES (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0152) à NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160),
- NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) à ASPREMONT (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083),
- SAINT-LAURENT-DU-VAR (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0153) à NICE (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160),
- MONS (Var, n° ANFR : 083 014 0138) à VALLAURIS (Alpes Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166),

## Article 2

Les zones primaires de dégagement sont définies sur ces plans par les tracés en ROUGE, les zones secondaires par les tracés en NOIR et les zones spéciales par les tracés en VERT.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R 24 du code des postes et des communications électroniques.

## Article 3

La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur les plans.

## Article 4

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 08 OCT. 2008

François FILLON

Par le Premier ministre : 

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie  
du développement durable et de l'aménagement du territoire

Jean-Louis BORLOO

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Michèle ALLIOT-MARIE



# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

#### Décret du 8 octobre 2008 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables autour de centres radioélectriques et sur le parcours de faisceaux hertziens

NOR : IOCG0819891D

Par décret en date du 8 octobre 2008, sont approuvés les plans et les mémoires explicatifs annexés au présent décret (1) fixant les limites des zones de dégagement des centres de :

- Tourrette-Levens (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003) ;
- Aspremont (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083) ;
- Peille (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136) ;
- Antibes (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0152) ;
- Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0153) ;
- Vence (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0154) ;
- Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) ;
- Grasse (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0156) ;
- Menton (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0157) ;
- La Turbie (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158) ;
- Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) ;
- Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) ;
- Sospel (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162) ;
- Breil-sur-Roya (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163) ;
- La Brigue (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0164) ;
- Grasse (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165) ;
- Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166) ;
- Mons (Var, n° ANFR : 083 014 0138),

ainsi que les zones spéciales de dégagement situées sur le parcours des faisceaux hertziens de :

- Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) ;
- Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) à La Turbie (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158) ;
- La Turbie (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0158) à Menton (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0157) ;
- Tourrette-Levens (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003) à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) ;
- Tourrette-Levens (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0003) à Sospel (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162) ;
- Sospel (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0162) à Peille (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136) ;
- Peille (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0136) à Breil-sur-Roya (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163) ;
- Breil-sur-Roya (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0163) à La Brigue (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0164) ;
- Vence (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0154) à Aspremont (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083) ;
- Grasse (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165) à Grasse (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0156) ;

- Grasse (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0165) à Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166) ;
- Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166) à Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) ;
- Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) à Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) ;
- Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0155) à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0161) ;
- Antibes (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0152) à Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) ;
- Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) à Aspremont (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0083) ;
- Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0153) à Nice (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0160) ;
- Mons (Var, n° ANFR : 083 014 0138) à Vallauris (Alpes-Maritimes, n° ANFR : 006 014 0166).

Les zones primaires de dégagement sont définies sur ces plans par les tracés en rouge, les zones secondaires par les tracés en noir et les zones spéciales par les tracés en vert.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et des communications électroniques.

La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur les plans.

---

(1) Ces plans et ces mémoires explicatifs peuvent être consultés au service de zone des systèmes d'information et de communication, 37, boulevard Perier, 13008 Marseille.



Secrétariat Général  
D.S.I.C. / C.I.S.  
PREFECTURE DE LA HAUTE GARONNE  
PLACE SAINT ETIENNE  
31038 TOULOUSE CEDEX

Faisceau hertzien  
de MONS/LACHENS à VALLAURIS/VOIE JULIA

Service à consulter seulement pour demande  
de dérogation  
MONSIEUR LE PREFET  
DE LA ZONE DE DEFENSE SUD  
D.S.I.C.  
37 rue de la Paix  
13008 MARSEILLE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| STATION : MONS/LACHENS<br>LACHENS<br>MONS<br>N° ANFR : 083 014 0138<br><br>Coordonnées géographiques (WGS-84)<br>— longitude : 006E3940.00<br>— latitude : 43N4449.00<br>— altitude : 1704.00 m NGF<br><br>Caractéristiques techniques<br>— support d'antennes : — pylône de 45.00 m<br>— altitude de l'antenne : 1716.00 m NGF<br>— cote sommitale : 1749.00 m NGF. | STATION : VALLAURIS/VOIE JULIA<br>VOIE JULIA<br>CENTRE HELIO-MARIN<br>VALLAURIS<br>N° ANFR : 006 014 0166<br><br>Coordonnées géographiques (WGS-84)<br>— longitude : 007E0208.00<br>— latitude : 43N3442.00<br>— altitude : 283.00 m NGF<br><br>Caractéristiques techniques<br>— support d'antennes : — bâtiment de 52.00 m<br>— altitude de l'antenne : 323.00 m NGF<br>— cote sommitale : 335.00 m NGF. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

SERVITUDES DE PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES

|                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| STATION DE MONS/LACHENS<br><br>— Une zone primaire (cercle) de rayon 200 m<br>dans laquelle toute construction nouvelle, fixe ou mobile<br>sera limitée à une hauteur de 10 m. | STATION DE VALLAURIS/VOIE JULIA<br><br>— Une zone primaire (cercle) de rayon 200 m<br>dans laquelle toute construction nouvelle, fixe ou mobile<br>sera limitée à une hauteur de 35 m. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

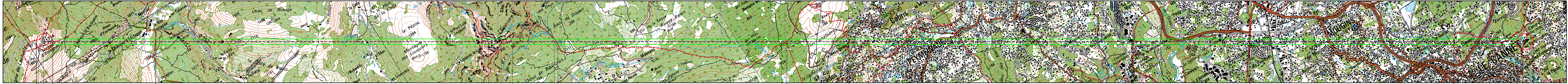
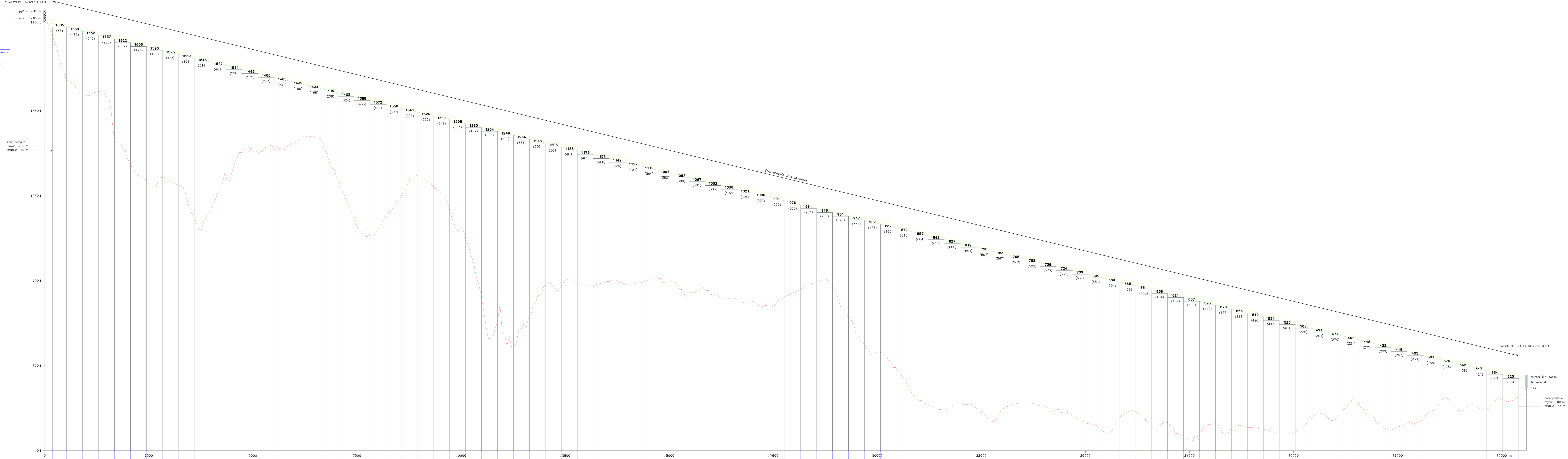
Zone spéciale de dégagement de 137 mètres de largeur sur une longueur de 35.219 km.  
Dans cette zone, toute construction nouvelle, fixe ou mobile, sera limitée aux altitudes **NGF**  
reportées, en caractères gras, sur le profil et le tracé de faisceau.

DEPARTEMENTS ET COMMUNES GREVES DE SERVITUDES

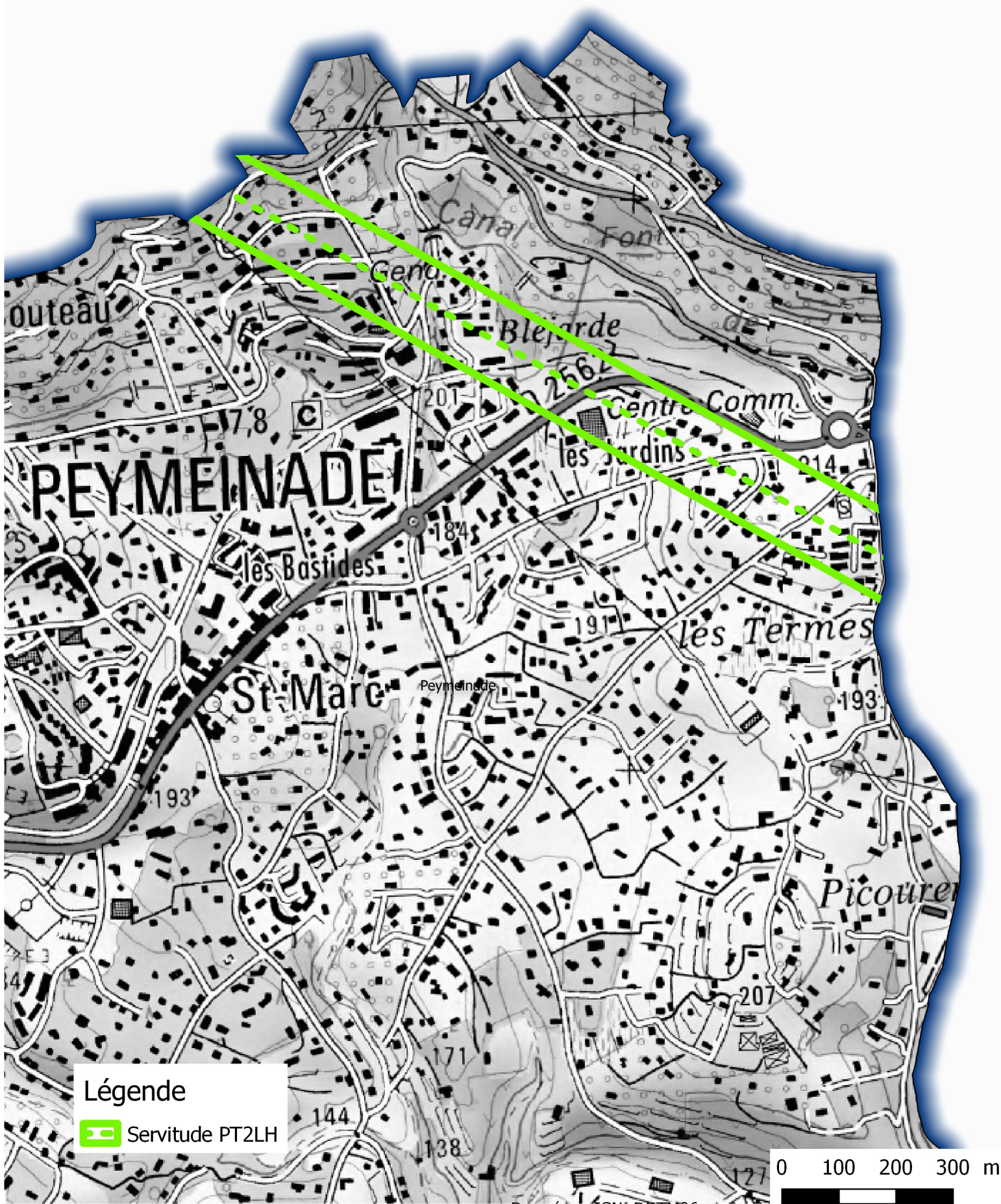
|                         |                      |
|-------------------------|----------------------|
| ALPES MARITIMES (06)    | VAR (83)             |
| — CABRIS                | — LA ROQUE ESCALAPON |
| — ESCRAGNOLLES          | — MONS               |
| — GRASSE                |                      |
| — LE CANNET             |                      |
| — MOUANS SARTOUX        |                      |
| — MOUGINS               |                      |
| — PEYMEYRAC             |                      |
| — S. SEZARIE SUR SIAGNE |                      |
| — S. VALLIER DE THEY    |                      |
| — SERANON               |                      |
| — SPERACEDS             |                      |
| — VALLAURIS             |                      |

PLAN n 06-018-FH du 16 février 2006

- longueur du faisceau : 35.595 km
- échelle d'entrée : 1:50000
- échelle de sortie : 1:25000
- échelle des hauteurs : 1:40000
- limites administratives :
- zone spéciale de dégagement :







### Légende

 Servitude PT2LH

0 100 200 300 m

Données : IGN, DDTM06



**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**



**5.3.6. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – PT3**

**PLU arrêté le 05/12/2016**

Le Maire,

**PLU approuvé le 05/10/2016**

Le Maire,

**Alpicité**  
Nicolas BREUILLOT  
Urbanisme & Paysage



# PEYMEINADE

## PT<sub>3</sub> – TELECOMMUNICATIONS

**Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication (lignes et installations téléphoniques et télégraphiques)**

### *Textes de réglementation générale*

---

- Code des postes et des télécommunications électroniques : art. L. 45-9 à L. 53 ; R.20-55 à R.20-62

### *Limitation au droit d'utiliser le sol*

---

- En vue de permettre l'installation et l'exploitation de leurs équipements, les réseaux ouverts au public bénéficient de servitudes sur les propriétés privées :
  - sur et dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
  - sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
  - au-dessus des propriétés privées dans la mesure où l'exploitant se borne à utiliser l'installation d'un tiers bénéficiant de servitudes sans compromettre, le cas échéant, la mission propre de service public confiée à ce tiers.
- Lorsque, pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction des agents des exploitants autorisés dans les propriétés privées définies ci-dessus est nécessaire, elle est, à défaut d'accord amiable, autorisée par le président du tribunal de grande instance, statuant comme en matière de référé, qui s'assure que la présence des agents est nécessaire.
- L'installation des ouvrages ne peut faire obstacle au droit des propriétaires ou copropriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre des travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.

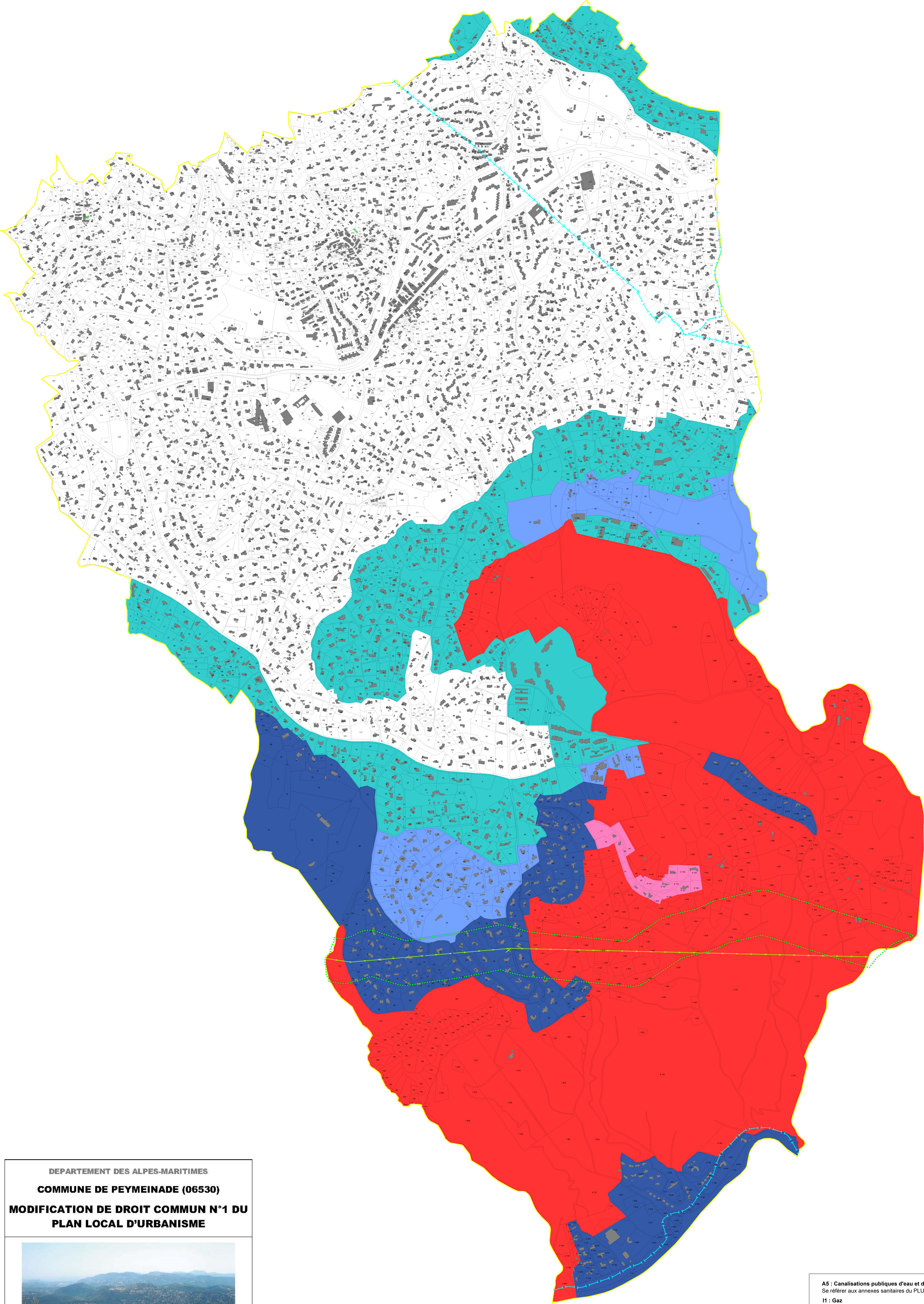
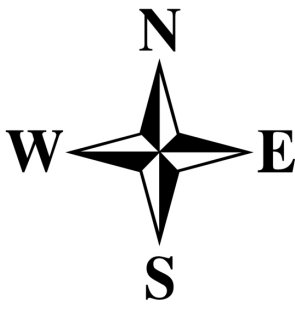
### *Personne ou service à consulter*

---

- |                                                                                                                                             |    |                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Orange (France Télécom)<br/>Unité intervention<br/>9, bd François Grosso<br/>06000 Nice</li> </ul> | et | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Orange (France Télécom)<br/>POLE DRDICT<br/>BP 153<br/>83007 Draguignan</li> </ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Désignation des catégories de lignes et itinéraires                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Actes ayant institué les servitudes                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>– Lignes à grande distance (câbles souterrains) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous réseaux.</li> </ul> </li> <li>– Lignes aériennes et câbles souterrains de distribution :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous réseaux.</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Conventions amiables.</li> <li>– Arrêté préfectoral.</li> </ul> |





DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE PEYMEINADE (06530)

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU  
PLAN LOCAL D'URBANISME

5.3.8. ANNEXE – Servitude d'utilité publique – Carte Générale

PLU initial approuvé le 14/12/2017

ECHELLE : 1/1000ème

Modification de droit commun n°1 du PLU  
approuvée le 09 MARS 2022

Le Maire,

Alpicité

Urbanisme, Paysage,  
Environnement

A5 : Canalisations publiques d'eau et d'assainissement  
Se référer aux annexes sanitaires du PLU (5.1 & 5.2)

I1 : Gaz  
Toutes les canalisations de distributions existantes  
Se référer à l'annexe 5.3.2

I3 : Gaz  
Toutes les canalisations de distributions existantes  
Se référer à l'annexe 5.3.2

I4 : Electricité  
Lignes aériennes  
Lignes souterraines  
+ poste de transformation et toutes les lignes aériennes et souterraines pour les HTA  
Se référer à l'annexe 5.3.3

PM1 : Risque snaturels - PPRIF  
R - Zone de danger fort  
B0 - Zone de danger moyen (secteur à enjeux défendables)  
B1a - Zone de danger modéré à prescriptions particulières  
B1 - Zone de danger modéré  
B2 - Zone de danger faible  
Zone blanche  
Se référer à l'annexe 5.3.4

PT2 : Télécommunications  
Se référer à l'annexe 5.3.5

PT3 : Télécommunications  
Tous les réseaux de télécommunications  
Se référer à l'annexe 5.3.6

T7 : Relations aériennes - Installations particulières  
Totalité du territoire communal